

La politique atlantiste de Nicolas Sarkozy maintien du « non-alignement »

*Eindwerkstuk in de bacheloropleiding Franse taal en cultuur
Universiteit Utrecht*

23 augustus 2011

Naam : Lennart van Gerner
Begeleidster : Dr. E.M.A.F.M. Radar

Introduction

« Je ne suis pas l'atlantiste que l'on croit », c'est ce que Nicolas Sarkozy a dit à Hubert Védrine lors d'un entretien dans lequel le nouveau président français a essayé en vain de convaincre l'ancien ministre des affaires étrangères du Parti Socialiste de réassumer la responsabilité de la politique extérieure française¹. A première vue, cette citation semble être contradictoire avec la politique de réconciliation que Sarkozy mène vis-à-vis de l'OTAN. Depuis l'annonce du président de la République de vouloir faire rentrer la France dans les structures militaires de l'Alliance atlantique, l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (l'OTAN), un ancien débat autour de la position de la France vis-à-vis de l'Alliance atlantique s'est enflammé en France ; débat dans lequel les adversaires de Sarkozy lui reprochent souvent d'être trop atlantiste.

La politique de Sarkozy vis-à-vis de l'OTAN est souvent vue comme l'antithèse de la politique de Charles de Gaulle, l'« anti-atlantiste » par excellence. Depuis la décision de De Gaulle de retirer la France des structures militaires de l'OTAN en 1966, la France a tenu une position spéciale vis-à-vis de l'OTAN qui reposait surtout sur sa réticence de dépendre des Etats-Unis au niveau de sa sécurité. Hubert Védrine décrit les relations franco-américaines depuis la naissance de la cinquième république en 1958 en ce qui concerne la politique de défense avec le triptyque « Ami, allié, non-aligné »². Bien que partenaire des Etats-Unis, la France aurait toujours veillé à ce qu'elle ne s'aligne pas sur la politique de Washington, d'où la position spéciale de la France envers l'OTAN. Est-ce toujours le cas ? Nicolas Sarkozy n'a-t-il pas changé la donne ?

A son arrivée au pouvoir en 2007, Nicolas Sarkozy montre vouloir mettre fin à l'histoire de réserve de la France par rapport à l'OTAN. Lors d'une visite aux Etats-Unis, il annonce devant le congrès américain le retour intégral de la France dans les structures militaires de l'Alliance atlantique³. Le 17 mars 2009, le sort en est jeté. Le parlement français a voté le

¹ N. Sarkozy, cité par Hubert Védrine dans une interview avec le journaliste Renaud Dely, « Je n'étais pas l'homme du schéma de Sarkozy », *Libération* (19 mai 2007), <http://www.liberation.fr/evenement/0101102672-je-n-etais-pas-l-homme-du-schema-de-sarkozy>, consulté le 7 juillet 2011.

² H. Védrine, cité dans: M. Vaïsse, *La puissance ou l'influence ? La France dans le monde depuis 1958*, Fayard (Paris 2009), p. 202.

³ N. Sarkozy, « discours devant le congrès américain » (7 novembre 2007), http://www.rpfrance.eu/IMG/pdf/Discours_devant_le_congres_americains_du_7_novembre.pdf, consulté le 20 mai 2011.

retour du pays dans le commandement militaire intégré de l'organisation. La réintégration a ensuite été formalisée au cours du sommet du soixantième anniversaire de l'OTAN, qui s'est tenu à Strasbourg en avril 2009⁴.

La décision de Nicolas Sarkozy de rejoindre l'OTAN a toutefois été fortement critiquée en France. Les opposants de la politique de Sarkozy craignent les conséquences que peut avoir cette politique pour la France, crainte bien formulée par l'historien Maurice Vaïsse : « La sacro-sainte indépendance nationale, à défendre surtout face aux américains, semble renvoyée aux oubliettes », commente-t-il avec le sens du drame dans son article sur la France et l'OTAN⁵. En France, la peur d'un alignement sur la politique des Etats-Unis semble rendre idéologique et émotionnelle toute discussion sur la position de la France dans l'Alliance atlantique, comme l'a montré le député du Parti Socialiste Jean-Michel Boucheron dans un télédébat sur le retour de la France dans l'OTAN⁶ : « La France, elle vaut mieux que ca, elle vaut mieux que d'être alignée sur la politique de Washington ! ».

Le rapprochement avec les Etats-Unis par le retour de la France dans l'OTAN a donné au président Sarkozy l'image d'un leader atlantiste. Pourtant, Sarkozy lui-même nie qu'il est « l'atlantiste que l'on croit ». D'où vient cette contradiction ? Est-ce un simple mensonge de la part de Sarkozy ou est-ce défendable ? La question est dès lors de savoir si le retour de la France est une preuve d'atlantisme du président français. Sa politique envers L'OTAN constitue donc l'étude de cas pour mesurer l'atlantisme de la politique de Sarkozy. La question principale sera : Dans quelle mesure Nicolas Sarkozy est-il atlantiste lorsque l'on pose le regard sur sa politique envers l'OTAN ?

Dans ce mémoire de bachelor, je montrerai que la caractérisation de Nicolas Sarkozy comme président atlantiste n'est pas évidente. Le mot atlantisme est généralement utilisé pour référer à la coopération entre des pays d'Europe et les pays d'Amérique du Nord au sein de l'OTAN. Toutefois, en France, la signification du mot atlantisme semble surtout viser la coopération avec les Etats-Unis et éveille en France la peur de devoir se soumettre à la politique des Etats-Unis et donc de perdre l'indépendance nationale. Il reste à savoir si la politique de Sarkozy

⁴ Collectif, *La France et l'OTAN*, La Documentation française (Paris décembre 2010),

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/otan/rerelations-france-otan.shtml>, consulté le 20 mai 2011.

⁵ M. Vaïsse, « La France et l'OTAN: Une histoire », *Politique étrangère* 74 (2009), p. 869.

⁶ J. Boucheron, « Débats de censure, le retour de la France dans l'OTAN », *La Chaîne parlementaire* (avril 2008), www.jmboucheon.fr, consulté le 15 avril 2011.

visé à augmenter la coopération avec les Etats-Unis et si sa décision signifie une rupture avec le trait de non-alignement qui a été l'un des caractéristiques de la politique extérieure de la France vis-à-vis des Etats-Unis depuis la présidence de De Gaulle.

La structure de ma recherche est la suivante : je discuterai dans le premier chapitre de la signification du mot atlantisme en France. Je montrerai qu'il y a une définition dénotative du mot atlantisme, qui parle de la coopération entre la France et les Etats-Unis au sein de l'Alliance atlantique, et une définition connotative, dans laquelle l'association négative de perte d'influence qui existe en France est intégrée dans la signification du mot atlantisme, qui parle par conséquent d'alignement sur la politique des Etats-Unis. Dans le deuxième chapitre, j'évaluerai si la politique de Sarkozy vis-à-vis de l'OTAN montre que Sarkozy est un président atlantiste selon la définition dénotative du mot atlantisme. Ensuite, je me demande dans le troisième chapitre si la décision de Sarkozy de faire rentrer la France dans les structures militaires de l'OTAN montre qu'il est atlantiste selon la définition connotative du mot atlantisme. Dans ces deux parties je confronterai l'« atlantisme » de Sarkozy à l'« anti-atlantisme » de De Gaulle. Finalement, je répondrai à la question principale dans la conclusion.

Pour cette recherche de mémoire de bachelier, je me baserai à la fois sur des sources primaires et secondaires. Pour la discussion sur la signification du mot atlantisme en France dans le premier chapitre je me fonderai surtout sur des dictionnaires français et des ouvrages des historiens qui traitent de l'OTAN et des relations franco-américaines. Pour l'analyse de la politique de Nicolas Sarkozy vis-à-vis de l'Alliance atlantique dans le deuxième et troisième chapitre, je me baserai sur de différentes sources. D'abord, je m'appuierai sur ce qui a été écrit sur ce sujet par d'autres historiens et politicologues. De plus, j'analyserai des discours et des énonciations de Nicolas Sarkozy. Je fais cela à l'aide des articles de journaux, de l'internet et de la correspondance de l'ambassade américaine à Paris. Finalement, j'utiliserai des publications officielles des partis politiques et des départements gouvernementaux.

Maintenant, je passe au premier chapitre dans lequel je discuterai des significations de l'atlantisme en France.

Chapitre 1: Les atlantismes en France

Depuis que Sarkozy a annoncé le retour intégral de la France dans les structures militaires de l'OTAN, un ancien débat est relancé entre « pro-atlantistes » et « anti-atlantistes », même au sein du parti politique du président, l'UMP⁷. Ce chapitre vise à définir ce que c'est que l'atlantisme en France. Pour ce faire, je donnerai d'abord un survol historique de la signification de l'Alliance atlantique pour la France. Ensuite, j'évaluerai quels éléments contribuent à ajouter une connotation au mot atlantisme en France. Finalement, le chapitre me laissera avec deux définitions du mot atlantisme, qui formeront la base de ma recherche dans les chapitres suivants.

1.1 L'OTAN et la France

Variations historiques

Le mot atlantisme est généralement utilisé pour référer à la coopération entre les pays européens et les pays de l'Amérique du Nord, et plus spécifiquement à la coopération qui a lieu dans l'Alliance atlantique, l'OTAN. Fondée le 1 avril 1949, l'Alliance atlantique est un pacte entre des pays d'Europe et d'Amérique, basée sur la coopération au niveau de la sécurité nationale. L'OTAN est à la fois un organe de consultation politique et une alliance militaire qui a pour mission le maintien de « la sécurité et la paix »⁸. A l'origine fondée pour faire face à la menace soviétique pendant la guerre froide, elle forme aujourd'hui un lien transatlantique pour « la consultation et la coopération dans les domaines de la défense et de la sécurité, et pour la conduite d'opérations multinationales de gestion de crise »⁹.

La France a été l'un des membres fondateurs de l'OTAN. Après la seconde guerre mondiale, la France obtenait finalement ce qu'elle avait déjà voulu depuis la première guerre mondiale, à savoir l'engagement des Etats-Unis en Europe¹⁰. Au début de la guerre froide, la France avait constaté que ses moyens de défense ne suffisaient pas pour faire face à la menace soviétique ce qui faisait qu'elle s'en est remise au grand allié américain. La France était donc

⁷ S. Huet, « le retour dans l'OTAN sème le trouble à l'UMP », *Le Figaro* (13 février 2009), <http://www.lefigaro.fr/politique/2009/02/14/01002-20090214ARTFIG00220-le-retour-dans-l-otan-seme-le-trouble-a-l-ump-.php>, consulté le 11 juillet 2011.

⁸ OTAN, site web officiel: <http://www.nato.int/nato-welcome/site.html>, consulté le 25 juillet 2011.

⁹ *Ibidem*.

¹⁰ M. Vaïsse, « La France et l'OTAN: Une histoire », op. cit., p. 861-862.

l'une des cosignataires du traité de Washington et devenait, grâce à sa situation stratégique, un membre essentiel de l'Alliance atlantique¹¹.

Toutefois, la France tient depuis longtemps une position spéciale envers cette Alliance atlantique. Les relations entre la France et l'OTAN sont troublées depuis la présidence de Charles de Gaulle. En 1966, dans la période de la Guerre Froide, De Gaulle a retiré la France des structures militaires de l'Alliance atlantique pour ne plus devoir dépendre de la politique des Etats-Unis et donc pour renforcer l'indépendance de la France. Depuis, l'OTAN est vue avec méfiance par la France¹². Bien que De Gaulle soit considéré comme le président anti-atlantiste par excellence, il n'avait pas rompu entièrement avec l'OTAN. La rupture était uniquement avec le commandement militaire pour conserver l'autonomie de décision de la France quant à son armée. Même si De Gaulle a donc conservé la place de la France au sein des délibérations politiques de l'OTAN, les relations entre la France et l'OTAN étaient refroidies.

Pourtant, depuis les années 1990, des rapprochements sont visibles entre la France et l'OTAN¹³. La France a coopéré à plusieurs missions sous le drapeau de l'OTAN, comme en Bosnie-Herzégovine, au Kosovo et en Afghanistan, sans toutefois réintégrer les structures militaires mêmes de cette organisation. L'indépendance de la France vis-à-vis de l'Alliance atlantique restait donc vivante. En 1996, sous la présidence de Jacques Chirac, la France a fait un premier pas vers un retour dans l'OTAN, en reprenant sa place dans les consultations du comité militaire. Toutefois, jusqu'à la présidence de Sarkozy, l'armée française demeurait hors du commandement militaire intégré de l'Alliance atlantique.

Variations de définitions

Le terme « atlantisme » est intimement lié aux relations que la France entretient avec l'OTAN, mais de quelles relations s'agit-il exactement ? Afin de pouvoir répondre à la question principale, il est indispensable de savoir quelle est la signification du mot atlantisme en France. Comme point de départ, j'utiliserai les définitions du mot atlantisme de deux dictionnaires français reconnus, Le Grand Robert et le Larousse. Selon le Grand Robert, un

¹¹ M. Vaïsse, « La France et l'OTAN: Une histoire », op. cit., p. 862.

¹² Voir sur la politique de De Gaulle vis-à-vis de l'OTAN et ses conséquences: F. Bozo, *Two Strategies for Europe, De Gaulle, the United States, and the Atlantic Alliance*, Rowman & Littlefield (Lanham 2001).

¹³ Voir pour l'histoire de la France et l'OTAN dans les années 1990 entre autre F. Pesme, « France's 'return' to NATO: implications for its defence policy », *European Security* 19 (mars 2010) p. 45-60 et M. Vaïsse, « La France et l'OTAN: Une histoire », op. cit., p. 861-873.

atlantiste est un « Partisan du Pacte Atlantique, d'une politique favorable à l'alliance avec les Etats-Unis »¹⁴. Le dictionnaire Larousse définit le mot atlantisme comme: « Attitude politique de ceux qui font du pacte de l'Atlantique Nord la base et le principe de leur action et qui s'alignent sur la politique des États-Unis au nom même de ces principes »¹⁵. Ce qui frappe quand on analyse ces deux définitions est que, bien qu'elles réfèrent à l'OTAN, elles diffèrent sur deux points de la signification de l'Alliance atlantique selon l'organisation même, à savoir la coopération entre des pays européens et les pays de l'Amérique du Nord au sein de l'OTAN. Premièrement, les deux définitions du mot atlantisme parlent spécifiquement des relations vis-à-vis des Etats-Unis dans l'Alliance atlantique, alors que les autres Etats-membres ne sont pas mentionnées. Deuxièmement, la définition du Larousse, contrairement à celle du Grand Robert, parle d' 'alignement' sur la politique des Etats-Unis au lieu de coopération avec ce pays de l'Amérique du Nord. Les deux définitions ne se contredisent pas, la seule différence est que la définition du Larousse ajoute l'implication que la coopération au sein de l'Alliance atlantique implique une soumission à la politique des Etats-Unis.

Examinons maintenant d'où viennent ces particularités des définitions françaises du mot atlantisme.

1.2 Sujet lié à l'indépendance nationale et à l'anti-américanisme

L'indépendance nationale, héritage gaullien

L'atlantisme en France est associé au risque de perte d'indépendance nationale vis-à-vis des Etats-Unis. Dans son livre *Two Strategies for Europe*, l'historien français Frédéric Bozo affirme que la décision de De Gaulle de quitter les structures militaires de l'OTAN est devenue en France « mythe fondateur de l'indépendance nationale restaurée »¹⁶. Cette citation montre bien la signification de la position spéciale que tient la France vis-à-vis de l'OTAN. Une pleine participation de la France dans l'OTAN implique donc pour beaucoup de Français une perte d'indépendance nationale, un risque d'alignement sur la politique des Etats-Unis comme mis en avant dans la définition du Larousse du mot atlantisme. De Gaulle est connu comme le président qui s'est battu par excellence pour l'indépendance nationale et pour ne pas vouloir se soumettre à la politique des Etats-Unis. Avec sa politique, toujours connue sous

¹⁴ *Le Grand Robert de la langue française*, Dictionnaires Le Robert (Paris 2001).

¹⁵ Larousse, dictionnaire en ligne (mai 2009), www.larousse.fr, consulté le 14 avril 2011.

¹⁶ F. Bozo, *Two Strategies for Europe*, op. cit., p. X. Traduction LvG.

le nom de « Gaullisme », De Gaulle visait à réaffirmer la position de la France et à reprendre son rôle international de premier plan¹⁷. La politique d'indépendance que De Gaulle menait impliquait évidemment une prise de distance à l'égard des Etats-Unis¹⁸.

Le fait que l'indépendance nationale était en jeu avec la participation de la France à l'Alliance atlantique s'explique par la position supérieure qu'ont les Etats-Unis au sein de l'OTAN. Le poids des Etats-Unis dans l'OTAN et sa dominance sur les autres Etats-membres sont généralement reconnus. Le journaliste et conseiller politique français Paul-Marie de la Gorce décrit l'OTAN par exemple comme un « instrument de l'hégémonie américaine »¹⁹. Cette vision est d'ailleurs non seulement présente en France, mais aussi dans le monde anglo-saxon. Dans leur publication *US Foreign Policy since 1945* (2006), les historiens américains Dobson et Marsh décrivent l'OTAN comme « l'instrument primaire des Etats-Unis pour exercer de l'influence en Europe »²⁰. Même hors de l'occident le poids des Etats-Unis au sein de l'OTAN est reconnu. L'auteur et diplomate égyptien Mohammed Orfy parle dans sa publication de 2010 sur l'OTAN même d' « une influence énorme que les Etats-Unis ont sur leurs alliés européens au sein de l'OTAN »²¹. De plus, il soutient qu'au sein de l'OTAN « dans la plupart des cas [...] les Etats-Unis peuvent pousser leurs visions »²². Donc, effectivement, être membre à part entière de l'Alliance atlantique semble devoir impliquer la soumission à la politique des Etats-Unis.

Sous la présidence de De Gaulle, la France, membre fondateur de l'OTAN, n'acceptait plus de jouer un rôle marginal dans les relations internationales. L'hégémonie des américains était inacceptable pour le général. L'indépendance vis-à-vis des Etats-Unis devrait être rétablie et pour ce faire, De Gaulle a pris plusieurs mesures qui ont fragilisé les relations franco-américaines au sein de l'Alliance atlantique. Il a entre autre lancé un programme pour acquérir la capacité nucléaire, auquel se sont opposés les Etats-Unis qui ont refusé leur aide et ont montré que la méfiance était donc réciproque²³. C'est dans ces circonstances que De

¹⁷ J. Touchard, *Le Gaullisme, 1940-1969*, Seuil (Paris 1978) p. 197-233.

¹⁸ *Ibidem*, p. 202.

¹⁹ P. de la Gorce, « Les cinquante ans de l'Alliance atlantique, l'OTAN, un instrument de l'hégémonie américaine », *Le Monde Diplomatique* (23 avril 1999), <http://www.monde-diplomatique.fr/dossiers/otan/>, consulté le 6 juin 2011.

²⁰ P. Dobson et S. Marsh, *US foreign policy since 1945*, Routledge (Londres 2006), p. 149.

²¹ M.M. Orfy, *Nato and the Middle East : the geopolitical context post-9/11*, Routledge (New York 2010), p. 173, traduction LvG.

²² *Ibidem*, p. 173. Traduction LvG.

²³ M. Vaïsse, « La France et l'OTAN: Une histoire », op. cit., p. 863.

Gaule a choisi aussi de retirer la France des structures militaires de l'OTAN en 1966, pour ne plus devoir mettre l'armée française sous la direction de l'OTAN, et donc pour être moins dépendant des Etats-Unis quant à sa défense nationale. Les visions de la France et des Etats-Unis en ce qui concerne la défense du bloc de l'ouest contre le bloc communiste n'étaient plus sur la même ligne, comme le décrit l'historien Maurice Vaïsse : « Washington veut pousser l'Europe à avoir recours aux armes conventionnelles, tandis que Charles de Gaulle considère qu'en cas d'attaque soviétique, les armes nucléaires doivent être employées toute de suite »²⁴. Apparemment M. Vaïsse croit que le général était irascible et aurait été prêt à utiliser la bombe atomique « toute de suite » en cas d'agression soviétique. Je ne partage pas cette vision. La décision de De Gaulle de mettre l'accent sur la capacité nucléaire reposait entièrement sur la dissuasion nucléaire. Le stratège militaire De Gaulle n'aurait jamais défié le sort, la destruction mutuelle étant assurée. Pour pouvoir poursuivre sa politique d'indépendance, De Gaulle a décidé de retirer l'armée française des structures militaires de l'Alliance atlantique. Depuis la présidence de De Gaulle, bien que la France ait toujours été membre de l'OTAN, la France avait gardé son autonomie complète en ce qui concerne sa politique de défense. Cette situation peut être vue comme un héritage de la politique de De Gaulle, qui n'était pas prêt à mettre l'armée française sous le commandement de l'OTAN. Vu la dominance des Etats-Unis au sein de l'OTAN, ceci aurait été équivalent à la soumission de ses troupes au commandement américain²⁵. De Gaulle voulait donc défendre l'indépendance nationale face aux Américains.

La politique d'indépendance introduite sous De Gaulle a été reprise par ses successeurs. Comme cité ci-dessus, c'était Védrine qui a caractérisé les relations franco-américaines depuis la présidence de De Gaulle. Sa description de la position de la France vis-à-vis des Etats-Unis comme « Ami, allié, non-aligné » montre qu'il peut y avoir de la coopération entre les deux pays, mais que la France veille toujours à ce qu'elle ne s'adapte pas à la politique des Etats-Unis et qu'elle garde son autonomie de décision quant à sa sécurité nationale. Cette vision correspond alors à la définition du Robert du mot atlantisme, qui parle de *coopération* avec les Etats-Unis au lieu d'*alignement*. C'est donc l'autonomie de la France, l'indépendance nationale qui a été à la base de la position spéciale que tient la France vis-à-vis de l'OTAN. Depuis la dissolution de l'Union Soviétique qui a marqué la fin de la guerre froide, la volonté d'être indépendant des Etats-Unis est toujours bien vivante en France. Même si la France s'est

²⁴ M. Vaïsse, « La France et l'OTAN: Une histoire », op. cit., p. 863.

²⁵ F. Bozo, *Two Strategies for Europe*, op. cit., p. 8.

comportée comme bon ami et allié, par exemple dans la deuxième guerre du Golfe, le non-alignement sur la politique des Etats-Unis s'est réaffirmé lorsque la France a décidé de ne pas participer à l'invasion de l'Irak en 2003. La volonté de maintenir l'indépendance nationale est donc un fait qui contribue fortement à la prise de position de la France en ce qui concerne les relations franco-américaines au sein de l'OTAN. Dans un monde qui, surtout à partir de la fin de la seconde guerre mondiale, devient de plus en plus interdépendant, le fait de déléguer du pouvoir à une institution comme l'OTAN, dans laquelle le pouvoir des Etats-Unis pèse plus fort que celui de la France, est inacceptable pour beaucoup de Français. L'héritage de la politique de De Gaulle est bien visible dans les rapports qu'a la France avec l'OTAN. Depuis De Gaulle, le fait de ne pas vouloir s'aligner sur la politique des Etats-Unis joue au cœur des délibérations qu'a la France au sein de l'OTAN et contribue à définir le mot atlantisme en France. L'historien français Frédéric Bozo donne une définition du mot atlantisme, dans laquelle il parle d'alignement, c'est à dire de la perte de l'indépendance nationale de la France : « Avec atlantisme, on veut dire une priorité systématique à la recherche d'une entente avec les Etats-Unis, qui dépasse les conditions nécessaires, même au risque d'alignement sur les Etats-Unis », écrit-il dans son article « France and Nato under Sarkozy : End of the French Exception ? »²⁶. L'atlantisme est pour lui aussi donc lié à un risque d'alignement sur la politique des Etats-Unis.

L'atlantisme est donc associé en France au risque de perte de l'indépendance nationale et d'ailleurs également au manque de poids politique de l'Europe sur la scène internationale. La position de la France vis-à-vis de l'intégration européenne, contrairement à celle du Royaume-Uni, a traditionnellement été caractérisée par la volonté de promouvoir l'approfondissement de la coopération pour créer une Europe plus indépendante des Etats-Unis, dans laquelle la France pourrait jouer un rôle de leader²⁷. Sous De Gaulle, cette attitude a été clairement présente. Avec ses propositions de former une union politique qui devraient mener à ce que les pays de la CEE organisent la coopération au niveau de la défense entre 1960 et 1962, De Gaulle a essayé de former un bloc européen pour créer une alternative à l'OTAN. En vain, car ses propositions furent rejetées par les Pays-Bas, pays

²⁶ F. Bozo, « France and Nato under Sarkozy : End of the French Exception ? » *La Fondation pour l'Innovation Politique (FIP)* (mars 2008), www.fondapol.org, consulté le 5 avril 2011, p.4.

²⁷ P. Statham et V. Guiraudon, « Different paths of 'Europeanization'? Evidence from the public debates over Europe in Britain and France » (2004), conférence *One EU - Many Publics?* à Stirling (5 et 6 février 2004), <http://www.sv.uio.no/arena/english/research/projects/cidel/old/WorkshopStirling/PaperStatham.pdf>, consulté le 30 juillet 2011.

traditionnellement pro-atlantiste²⁸. De plus, La France a donné son veto à l'entrée de la Grande-Bretagne dans la Communauté Economique. Ce veto s'explique par la réticence de faire entrer le « cheval de Troie des Etats-Unis » en Europe²⁹. L'esprit de créer une Europe indépendante des Etats-Unis est toujours vivant dans le nouveau millenium. Il a été réaffirmé en 2004 par le philosophe français Jacques Derrida, dans une déclaration faite avec son collègue allemand Jürgen Habermas³⁰. Les deux philosophes soutiennent que l'Europe ne devrait pas accepter sa position d'infériorité dans la coopération transatlantique. Elle devrait plutôt accentuer les divergences historiques entre l'Europe et les Etats-Unis et définir une identité paneuropéenne. « L'Europe doit peser de tout son poids dans la balance internationale et de l'ONU afin de contrebalancer l'unilatéralisme hégémonique des Etats-Unis », écrivent-ils³¹. Cette vision pour l'Europe s'insère parfaitement dans l'attitude de De Gaulle vis-à-vis de l'Europe. Le fait qu'un philosophe français a contribué à cette vision pour l'Europe ne surprend pas. Bien que la participation d'un philosophe allemand montre qu'il ne s'agit pas d'une attitude exclusivement française, c'est surtout en France que l'opposition à l'hégémonie américaine est bien vivante.

L'anti-américanisme enraciné en France

Cette opposition à l'hégémonie américaine est enracinée dans la société française. Bien que la France et les Etats-Unis soient des « alliés de toujours », l'instabilité est depuis longtemps la règle dans les relations franco-américaines³². Cette instabilité, l'anti-américanisme français, contribue à rendre encore plus problématique la notion d'alignement sur les Etats-Unis qui est attaché à l'atlantisme pour beaucoup de Français. La présence d'anti-américanisme contribue au fait que le mot atlantisme, qui parle de la coopération avec les Etats-Unis et qui implique pour beaucoup de Français le risque d'alignement sur la politique de Washington, est devenu un mot péjoratif dans différents milieux français. C'est le refus de l'influence américaine qui a caractérisé l'attitude française dans les relations franco-américaines. Cette attitude anti-américaine est directement liée à la crainte d'être soumis à la politique des Etats-Unis et

²⁸ J.W. Vanke, « An Impossible Union, Dutch Objections to the Fouchet Plan, 1959-62 », *Cold War History* 2 (2001), p. 95-112, p. 109.

²⁹ M. Vaïsse, *La Puissance ou l'influence*, op. cit., p. 180.

³⁰ J. Derrida et J. Habermas, « Après la guerre, la renaissance de l'Europe », dans : G. Weißeno (dir.), *Europa verstehen lernen - eine Aufgabe des Politikunterrichts*. Bundeszentrale für politische Bildung (Bonn 2004), p. 87-93, trad. de l'allemand par A. Perlot,

<http://www.deuframmat.de/parser/parser.php?file=/deuframmat/francais/1/habermas/start.htm#stern>, consulté le 18 août 2011.

³¹ *Ibidem*.

³² M. Vaïsse, *La puissance ou l'influence ?*, op. cit., p. 167.

renforce pour beaucoup de Français la volonté d'être indépendant vis-à-vis des Etats-Unis. Cette vision des Français vis-à-vis des Etats-Unis doit être comprise avant de pouvoir saisir la signification complète du mot atlantisme en France.

Dans son livre *L'ennemi américain, généalogie de l'anti-américanisme français*, l'historien Philippe Roger affirme que l'anti-américanisme est plus fort en France qu'en tout autre pays d'Europe. Selon lui, l'anti-américanisme ne se présente pas comme une idéologie, ni comme une doctrine, mais comme « une stratification de discours négatifs qui forment en France *tradition*, au sens où ils passent, enrichis, d'une génération à l'autre et où ils forment un lien entre des Français idéologiquement divisés »³³. L'anti-américanisme se présente selon Roger donc comme un *discours* traditionnel en France, une attitude négative des Français envers les Américains qui s'est stabilisée dans la société française et qui mène à ce que les Français ont tendance à rejeter tout ce qui est américain. La différence qu'il fait avec une doctrine ou une idéologie est qu'il ne s'agit selon lui pas d'une conviction exclusivement politique, plus que cela, l'anti-américanisme est « une donnée centrale de la vie politique *et culturelle* en France »³⁴. Selon Roger, ce discours anti-américain n'est aujourd'hui plus seulement un caractère de l'élite, il est présent dans de différentes catégories sociales en France³⁵. Toutefois, il souligne le rôle décisif que jouent les intellectuels dans la constitution et la transmission de l'anti-américanisme. Les sondages nuancent d'ailleurs l'anti-américanisme français³⁶. En 2002, 62% des Français ont déclaré d'avoir une bonne image des Etats-Unis. Certes, ce pourcentage a diminué après l'invasion en Irak pour atteindre son niveau minimum de 31% en 2003, mais ces chiffres ne sont pas les pires de l'Europe. Pourtant, l'anti-américanisme est vu comme quelque chose de réel par les historiens français, qui, dans la théorie de Roger, eux-mêmes font partie de l'élite responsable de la stratification de l'anti-américanisme français. C'est le cas de Maurice Vaïsse, qui lui aussi reconnaît l'amitié souvent instable entre les Etats-Unis et la France. Les Français regardent selon lui positivement l'Amérique comme terre d'abondance et de liberté, mais dénoncent le côté violent, déshumanisé et matérialiste de ce pays. Il soutient que, même s'il y a une certaine fascination pour ce qui se passe de l'autre côté de l'océan atlantique, il n'est pas très bien vu

³³ P. Roger, *L'ennemi américain, Généalogie de l'anti-américanisme français*, Seuil (Paris 2002), quatrième de couverture, italiques dans l'original.

³⁴ *Ibidem*, quatrième de couverture, italiques ajoutées.

³⁵ *Ibidem*, p. 580.

³⁶ Auteur inconnu, « Sondage: l'anti-américanisme progresse », *L'Express* (28 juin 2007), http://www.lexpress.fr/actualite/monde/sondage-l-anti-americanisme-progresse_465224.html, consulté le 17 juillet 2011.

d'être pro-américain en France³⁷.

L'anti-américanisme français connaît une longue histoire, mais se manifeste dans la période après la seconde guerre mondiale, alors que les Etats-Unis sont présents comme superpuissance mondiale. Dans l'après-guerre, les Etats-Unis ont pris les devants dans les relations internationales occidentales, entre autre dans l'OTAN³⁸. Les deux guerres mondiales du XXe siècle avaient mis fin à la position de la France comme puissance mondiale. Selon Roger, les Français ressentaient vivement l'humiliation d'avoir été dans la situation où ils dépendaient des américains pour être libérés³⁹. L'auteur François Mauriac résume en 1947 ce sentiment français comme suit : « Notre drame à tous est de vivre dans un pays désenchanté. La France est passée, en quatre années, du rang de grande nation libre de son destin à celui d'une nation assistée »⁴⁰. La perte de la position internationale au premier rang mondial, le mouvement vers une « nation assistée » par les Etats-Unis, a donc laissé ses empreintes en France. Dans le monde de l'après guerre, les Etats-Unis ont commencé d'exercer une certaine hégémonie, et donc leur pouvoir sur la France, écrit Richard Kuisel dans son livre *Seducing the French, The dilemma of Americanization (1993)*⁴¹. L'anti-américanisme s'explique selon lui surtout par le refus de mettre en péril l'exceptionnalité qui a marqué l'auto-perception en France. L'historien Laurent Wirth soutient dans son livre *L'exception française ?* que l'exceptionnalité est un sentiment fort des Français⁴². Il confirme que l'anti-américanisme est lié au fait que pour les Français, les Américains forment une menace pour l'identité française.

Dans les années de la décolonisation, les désaccords entre les deux pays se sont manifestés clairement. L'empire colonial français devait être défendu afin de ne pas perdre encore plus de terrain face aux autres puissances mondiales. Toutefois, les Américains, défenseurs de l'idéal Wilsonien de l'autodétermination, héritage des quatorze points du président Wilson pour un nouvel ordre international après la première guerre mondiale, commençaient à soutenir le processus de décolonisation dans le monde. Les Etats-Unis avaient donc ici des

³⁷ M. Vaïsse, *La puissance ou l'influence*, op. cit., p. 167.

³⁸ A. Kaspi, *Les américains*, Seuil (Paris 1986), p. 343. Entre 1945 et 1947 « les Américains ont pris conscience qu'ils ne resteront plus jamais à l'écart des affaires internationales et que les problèmes de la planète s'ajoutent désormais à ceux du pays ».

³⁹ P. Roger, *L'ennemi américain*, op. cit., p. 392-393.

⁴⁰ F. Mauriac, cité dans : Bracher, N., « The Cold War Christian humanism of Francois Mauriac », *Christianity and Literature* 52 (2002),

http://findarticles.com/p/articles/mi_hb049/is_3_52/ai_n29026477/, consulté le 21 juillet 2011.

⁴¹ R. Kuisel, *Seducing the French, The dilemma of Americanization*, University of California Press (Berkeley 1993), p. 4, 231-237.

⁴² L. Wirth, *L'exception française, 19e-20e siècles*, Colin (Paris 2000), p. 90.

intérêts opposés à ceux de la France, ce qui contribuait aux discordes dans les relations franco-américaines⁴³. En même temps, l'influence américaine mondiale est vue en France comme une menace ; en France la position de leader que prennent les Etats-Unis sera dénoncée comme du « néo-colonialisme »⁴⁴. Ca va trop loin de définir exactement ce que c'est que la notion du néo-colonialisme, ce qui importe ici c'est le rejet des Français de l'influence américaine. Des publications telles que *La France deviendra-t-elle une colonie américaine ?* (1948) de Georges Soria, et *La France colonisée* (1980) de Jacques Thibaut en témoignent⁴⁵.

Au cours de l'histoire, la France a donc refusé l'influence que peut avoir la superpuissance américaine sur sa politique. Ce rejet s'est manifesté surtout sous la présidence de Charles De Gaulle, comme décrit plus haut. La décision de De Gaulle de retirer la France des structures militaires de l'OTAN s'est faite dans la droite ligne d'une série de mesures qu'il a prises et que Vaïsse appelle « la mise en cause du leadership des Etats-Unis par une France qui accorde la primauté à l'intérêt national et à l'équilibre international »⁴⁶. Roger soutient que De Gaulle ne tenait pas discours contre l'Amérique et que donc il n'était dans ce sens pas anti-américain⁴⁷. Toutefois, la politique de De Gaulle fait preuve de refus de l'influence américaine. Vaïsse explique alors la politique extérieure de De Gaulle par le fait que dès son arrivée au pouvoir « De Gaulle est plutôt porté par une vague anti-américaine » présente en France⁴⁸. La politique de De Gaulle visait principalement à poursuivre les intérêts français, la prise des distances par rapport à la politique américaine était surtout pragmatique et Roger a raison lorsqu'il dit que De Gaulle n'était dans ce sens pas anti-américain lui-même. Toutefois, pendant toute sa présidence, sa contestation de l'influence américaine va parfaitement de pair avec le sentiment anti-américain présent en France. Il s'agit donc ici d'une résistance au pouvoir, ce dont les Français sont traditionnellement fiers depuis la Révolution⁴⁹.

⁴³ T.F.X. Noble e.a., *Western Civilization, Beyond Boundaries, Volume II : Since 1560*, Houghton Mifflin (Boston 2011), p. 837-839. L'opposition des Etats-Unis à l'empire colonial français ne s'est d'ailleurs pas manifestée dans tous les cas après la 2^e Guerre Mondiale, à cause de l'intérêt qu'avaient les Etats-Unis que l'Indochine ne tombe pas dans les mains des communistes à l'époque de la Guerre Froide, voir aussi H.L. Wesseling, *Indië verloren, rampspoed geboren en andere opstellen over de geschiedenis van de Europese expansie*, Bakker (Amsterdam 1988), p. 252-269.

⁴⁴ Terme entre autre utilisé par J.J. Servan- Schreiber, *Le défi américain*, Denoël (Paris 1967), p.52.

⁴⁵ P. Roger, *L'ennemi américain*, op. cit., p. 432.

⁴⁶ M. Vaïsse, *La Puissance ou l'influence*, op. cit., p. 180.

⁴⁷ P. Roger, *L'ennemi américain*, op. cit., p. 438.

⁴⁸ *Ibidem*, p. 175.

⁴⁹ Voir à ce sujet entre autre L. Wirth, *L'exception française*, op. cit.

1.3 Différents niveaux d'atlantisme : Outils techniques

Le terme atlantisme en France ne réfère donc pas simplement à la coopération au niveau de la défense et de la sécurité entre des pays d'Europe et des pays d'Amérique du Nord, ce qui est la signification de l'OTAN selon l'organisation même comme on l'a vu plus haut. L'atlantisme en France concerne surtout les relations franco-américaines. De plus, il y a la peur d'alignement sur la politique des Etats-Unis qui contribue à définir le mot atlantisme en France. Selon la théorie de l'écrivain et sémiologue Roland Barthes, développée dans son livre *Mythologies* (1957), un mot (un signe) fonctionne sur deux niveaux, le niveau de la dénotation et celui de la connotation⁵⁰. Dans l'avant-propos de son œuvre il explique ce fonctionnement:

Le départ de cette réflexion était le plus souvent un sentiment d'impatience devant le « naturel » dont la presse, l'art, le sens commun affublent sans cesse une réalité qui, pour être celle dans laquelle nous vivons, n'en est pas moins parfaitement historique : en un mot, je souffrais de voir à tout moment confondues dans le récit de notre actualité, Nature et Histoire, et je voulais ressaisir dans l'exposition décorative de *ce-qui-va-de-soi*, l'abus idéologique qui, à mon sens, s'y trouve caché⁵¹.

Derrière le sens immédiat se cachent selon Barthes donc d'autres significations, formées au cours de l'histoire, qui « affaiblissent » la réalité, mais *qui vont de soi*. C'est le cas du mot atlantisme. Dans cette partie, j'utiliserai la théorie de Barthes pour montrer qu'il y a une définition dénotative et une définition connotative du mot atlantisme en France.

Selon Barthes, la dénotation d'un mot est le niveau de la signification immédiate, normative⁵². Les définitions du Larousse et du Grand Robert indiquent tous les deux que le mot atlantisme réfère à la coopération avec les Etats-Unis au sein de l'Alliance atlantique. En outre la supériorité des Etats-Unis dans l'OTAN mène à ce que l'atlantisme concerne pour les Français surtout les relations franco-américaines au sein de l'Alliance atlantique. Ceci fait que la définition du Grand Robert, qu'un atlantiste est un « partisan du Pacte Atlantique, d'une politique favorable à l'alliance avec les Etats-Unis », forme la dénotation du mot⁵³. Celle-ci ne dit rien d'un alignement, ne porte pas de jugement sur l'influence des membres les uns sur

⁵⁰ R. Barthes, *Mythologies*, Seuil (Paris 1957), p. 229. Voir pour une analyse de la théorie de Barthes: K. Brillenburg et A. Rigney, *Het leven van teksten, een inleiding tot de literatuurwetenschap*, Amsterdam University Press (Amsterdam 2006), p. 277.

⁵¹ R. Barthes, *Mythologies*, op. cit., p. 7.

⁵² R. Barthes, dans l'analyse de K. Brillenburg et A. Rigney, *Het leven van teksten*, op. cit., p. 277.

⁵³ *Le Grand Robert de la langue française*, op. cit.

les autres, mais réfère à l'alliance avec les Etats-Unis au sein de l'OTAN. La signification immédiate, normative, dépasse donc la coopération avec cet autre partenaire outre-Atlantique, le Canada, ou les autres partenaires européens : la dénotation du mot atlantisme en France nous dit qu'on regarde surtout les Etats-Unis. L'atlantisme en France renvoie directement à la coopération avec les Etats-Unis au sein de l'Alliance atlantique. La définition mentionnée ci-dessus sera dès lors nommée définition dénotative.

Or, cette définition ne dit rien de la perte de l'indépendance nationale face aux Américains, ce qui nous mène à un autre niveau de définition, ce que Barthes nomme le « mythe ». Barthes décrit ce niveau d'un mot comme « les associations socioculturelles, secondaires, 'cachées' » qui y sont liées⁵⁴. La signification d'un mot comprend selon Barthes donc aussi la connotation attachée au mot. « Le mythe ne cache rien : sa fonction est de déformer, non de faire disparaître », écrit-il⁵⁵. Le mot atlantisme en France a reçu une connotation qui a contribué à une définition chargée politiquement, qui peut différer selon l'orientation politique, mais qui porte en France une connotation souvent négative ; celle d'alignement sur la politique des Etats-Unis. Cette connotation négative s'insère parfaitement dans l'anti-américanisme comme discours traditionnel français, dont parle Roger. Le fait que Sarkozy se hâte de nier qu'il est atlantiste lui-même, est peut-être la preuve ultime de ce développement de la signification du mot atlantisme vers un terme péjoratif⁵⁶. Cette connotation s'explique par l'histoire de la France dans l'OTAN et sa volonté de garder son indépendance face aux Américains. Cette idée est surtout associée au président De Gaulle lorsqu'il quittait les structures militaires de l'OTAN en 1966. La peur de la France de perdre son indépendance nationale et de devoir se soumettre à la politique de l'« ennemi américain » fait qu'il s'agit d'une connotation négative qui est lié au mot atlantisme.

Cette connotation négative d'atlantisme a même été institutionnalisée en France. Dans le dictionnaire Larousse, le mot atlantisme est défini comme: « Attitude politique de ceux qui font du pacte de l'Atlantique Nord la base et le principe de leur action et qui s'alignent sur la politique des États-Unis au nom même de ces principes »⁵⁷. Contrairement à la définition du Grand Robert, cette définition inclut la connotation de la perte d'indépendance, d'alignement sur la politique des Etats-Unis. Les conséquences d'une politique atlantiste définie comme ci-

⁵⁴ R. Barthes, dans l'analyse de K. Brillenburg et A. Rigney, *Het leven van teksten*, op. cit., p. 277.

⁵⁵ R. Barthes, *Mythologies*, Seuil (Paris 1957), p. 229.

⁵⁶ N. Sarkozy, cité dans: R. Dely, « Je n'étais pas l'homme du schéma de Sarkozy », op. cit.

⁵⁷ *Larousse*, dictionnaire en ligne, op. cit.

dessus devraient donc être de rompre avec le non-alignement. Ceci implique qu'une politique atlantiste forme donc une rupture avec le dernier trait du triptyque qui a marqué selon Hubert Védrine les relations franco-américaines depuis la V^e République: « Ami, allié, non-aligné ».

Conclusion du chapitre

Dans ce premier chapitre j'ai montré que le mot atlantisme en France vise surtout l'Alliance avec les Etats-Unis au sein de l'OTAN et que le mot est intimement lié à la notion de perte d'indépendance nationale vis-à-vis de cet « ennemi américain ». Le chapitre m'a fourni deux définitions d'atlantisme, une définition dénotative, qui parle de *coopération* avec les Etats-Unis au sein de l'Alliance atlantique et une définition connotative, dans laquelle il s'agit *d'alignement* sur la politique des Etats-Unis. Dans le chapitre suivant, j'explorerai si la politique de Sarkozy vis-à-vis de l'OTAN est atlantiste selon la définition dénotative du mot atlantisme. Je poserai donc la question de savoir si la politique de Sarkozy vis-à-vis de l'OTAN fait de lui un président favorable à l'alliance dans le sens dénotatif de coopération avec les Etats-Unis. Ensuite je testerai dans le chapitre 3 si la politique de Sarkozy envers l'OTAN est atlantiste quand on regarde la deuxième définition, la définition connotative du mot atlantisme. Ici, je poserai la question de savoir si le retour de la France dans l'OTAN montre que Sarkozy est prêt à s'aligner sur la politique des Etats-Unis.

Chapitre 2 : Les relations transatlantiques sous Sarkozy

Dans ce chapitre, j'utiliserai la définition dénotative du mot atlantisme pour répondre à la question principale : Sarkozy est-il atlantiste quand on regarde sa politique envers l'OTAN ? Cette définition d'un atlantiste est donc la suivante : « Partisan du Pacte Atlantique, d'une politique favorable à l'alliance avec les Etats-Unis »⁵⁸. J'examinerai dans ce chapitre la position de Nicolas Sarkozy envers les Etats-Unis et plus spécifiquement dans sa politique vis-à-vis de l'OTAN. D'abord, je discuterai son attitude envers les Etats-Unis. Ensuite, j'examinerai dans quelle mesure on peut parler d'une politique favorable à l'alliance avec les Etats-Unis quant à sa politique envers l'OTAN. A la fin de ce chapitre, je confronterai la politique de Sarkozy à celle de De Gaulle.

2.1 « une nouvelle ère de bienvenue dans les relations franco-américaines »

Sarkozy avant les élections présidentielles

Déjà avant de devenir président de la République, Nicolas Sarkozy était connu pour être ouvert à la coopération avec les Etats-Unis. Lors d'une visite aux Etats-Unis, il n'a pas essayé de cacher son pro-américanisme lorsqu'il a parlé devant le Comité juif américain : « Certains en France m'appellent Sarkozy l'Américain. J'en suis fier. Je suis un homme d'action, je fais ce que je dis et j'essaie d'être pragmatique. Je partage beaucoup des valeurs américaines »⁵⁹. Le fait que Sarkozy se dit fier de son image pro-américaine forme une rupture avec les présidents français depuis De Gaulle. De plus, avec son insistance sur les valeurs partagées comme le « pragmatisme » et le « faire ce qu'on dit », il montre aux Américains qu'il n'est pas si différent d'eux, ce qui ferait de lui un partenaire souhaitable. Sarkozy parle ici d'ailleurs des valeurs qui n'étaient pas absentes chez ses prédécesseurs. On peut, par exemple, soutenir que De Gaulle était pragmatique dans sa poursuite de l'indépendance nationale et, de plus et surtout, qu'il était un « homme d'action ». Toutefois, avec son attitude positive envers les Américains, Sarkozy se montre comme un homme politique avec qui les Etats-Unis pourraient entretenir des bonnes relations. Son offensive pro-américaine a été reprise par les

⁵⁸ *Le Grand Robert de la langue française*, op. cit.

⁵⁹ N. Sarkozy, cité dans : Auteur inconnu, « un 'néoconservateur américain à passeport français' », *Libération* (9 janvier 2007), <http://www.liberation.fr/politiques/010190493-un-neoconservateur-americain-a-passeport-francais>, consulté le 1 juillet 2011.

médias anglo-saxons. Dans un article publié dans le magazine américain *Foreign Policy* le premier juillet 2005, le journaliste Marc Perelman indique que Sarkozy, ministre de l'intérieur à l'époque, forme une rupture avec la politique française traditionnelle. Dans l'article, Sarkozy est présenté comme pro-américain et pro-libre marché. La France devrait selon Sarkozy regarder au-delà des frontières pour trouver inspiration dans la politique du premier ministre britannique Tony Blair et même du président américain George Bush. L'article cite Sarkozy : « Je n'ai pas de livre de référence dans lequel je trouverai la solution à tous les problèmes, j'essaie d'être pragmatique et efficace. Peut-être dans ce sens je suis Anglo-Saxon »⁶⁰. Une fois de plus, Sarkozy met l'accent sur son pragmatisme, ce qu'il présente comme valeur Anglo-Saxonne. Sarkozy ouvre donc la porte à la coopération avec les Américains. Selon l'article, l'attitude positive envers les Américains paraît également quand on regarde sa réaction par rapport à l'élection de l'acteur Arnold Schwarzenegger en tant que gouverneur du plus grand Etat américain, la Californie. Tandis que les autres politiciens français l'ont dénoncé, Sarkozy l'a nommé un signe de modernité. « Arnold Schwarzenegger, comme Sarkozy, c'est difficile à prononcer. Mais cela n'a pas empêché les californiens de l'élire gouverneur », a-t-il dit avec admiration⁶¹. Son pro-américanisme a été affirmé par la revue *New Internationalist*, qui publie en mars 2006 un article dans lequel il est nommé « Anglophile »⁶². D'après l'article, Sarkozy admire le monde Anglo-Saxon et fait l'éloge des Américains, ce qui est anathème dans le milieu politique français traditionnel. « J'aime beaucoup l'Amérique et les Américains, a-t-il dit. Certains de mes amis me disent de ne pas le dire si ouvertement. Pourquoi pas ? Je ne comprends pas »⁶³. Avec son attitude pro-américaine et son insistance sur son adhésion aux « valeurs américaines » dans ses discours adressées aux Américains, Sarkozy se montre favorable à plus de coopération avec les Etats-Unis.

L'image pro-américaine de Sarkozy est aussi quelque chose dont le gouvernement américain est au courant. La fuite des câbles des ambassades américains, rendu public par l'organisation Wikileaks à partir du 28 novembre 2010, a révélé des informations qui seraient autrement

⁶⁰ N. Sarkozy, cité dans : M. Perelman, « Solutions for Grandeur », *Foreign Policy* (1 juillet 2005), http://www.foreignpolicy.com/articles/2005/06/30/solutions_for_grandeur, consulté le 11 août 2011, traduction LvG.

⁶¹ N. Sarkozy, cité dans : *Ibidem*, traduction LvG.

⁶² Auteur inconnu, « Nicolas Sarkozy », *New Internationalist* 387 (mars 2006), <http://www.newint.org/columns/worldbeaters/2006/03/01/nicolas-sarkozy/>, consulté le 15 juillet 2011.

⁶³ N. Sarkozy, cité dans : *Ibidem*, traduction LvG.

restées secrètes⁶⁴. Parmi ces informations se trouvent des analyses de Sarkozy qu'a faites l'ambassade américaine à Paris. Dans un télégramme adressé aux différents départements d'Etat américain, l'ambassadeur américain à Paris Craig Stapleton fait un rapport de l'entretien qu'ont eu Stapleton et le directeur du conseil économique national américain Allan Hubbard avec Nicolas Sarkozy le 1 août 2005⁶⁵. Ce qui frappe d'abord, c'est que Sarkozy, dans l'entretien, confirme aux diplomates américains qu'il se posera candidat pour les élections présidentielles de 2007, alors qu'il ne l'a pas rendu officiel même au public français avant le 29 novembre 2006. De plus, Sarkozy exprime son admiration pour les Américains, leurs valeurs et regrette l'état troublé des relations franco-américaines des années précédentes. Il dit que ses adversaires politiques l'appellent « Sarkozy l'américain », « ils le considèrent comme une insulte, poursuit-il, mais je le prends comme compliment ». Sarkozy semble déjà anticiper sur les relations avec Washington qu'il aura au moment où il sera élu président de la République. Le pro-américanisme est donc quelque chose que Sarkozy ne cache pas aux Américains. Ceci est confirmé par Stapleton, qui dit que, contrairement à pratiquement tous les autres politiciens français, Sarkozy est « viscéralement pro-américain »⁶⁶. L'admiration de Sarkozy pour les Américains semble d'ailleurs être réciproque. « L'identification profonde avec les valeurs américaines, l'opportunité, l'initiative, la concurrence, la société qui soutient autant la liberté individuelle que la puissance nationale, font de Nicolas Sarkozy le meilleur espoir pour mettre en œuvre le changement de valeurs sociales que les Français doivent faire afin de pouvoir bénéficier au complet de la globalisation », écrit Stapleton⁶⁷. L'admiration mutuelle entre l'ambassadeur américain et Sarkozy annonce déjà une nouvelle ère dans les relations franco-américaines, qui promet plus de coopération entre les deux pays.

Les câbles de l'ambassade américaine à Paris confirment donc l'image pro-américaine de Sarkozy et les diplomates américains suivent attentivement les élections présidentielles. L'élection de Sarkozy comme président français pourrait être quelque chose de positif pour les Etats-Unis, témoigne l'ambassade américaine à Paris dans un télégramme du 6 septembre

⁶⁴ Wikileaks se présente sur leur site web comme une association à but non-lucratif qui vise à rendre public des informations importantes. Voir : www.wikileaks.org.

⁶⁵ C. Stapleton, « Télégramme de l'ambassadeur américain à Paris du 4 août 2005 sur l'entretien entre l'ambassadeur américain, le directeur du conseil économique national et ministre de l'intérieur français Nicolas Sarkozy du 1 août 2005 », *Wikileaks* (30 novembre 2011), www.wikileaks.org, consulté le 10 juillet 2011. Traduction LvG.

⁶⁶ *Ibidem*. Traduction LvG.

⁶⁷ *Ibidem*. Traduction LvG.

2006⁶⁸. Dans le rapport, Sarkozy est une fois de plus décrit comme homme politique pro-américain, attaché aux principes anglo-saxons du libre marché. Avec Sarkozy à l'Élysée, les relations franco-américaines seraient améliorées, selon Stapleton : « Une présidence de Sarkozy apporterait certainement une nouvelle ère de bienvenue dans les relations franco-américaines et peut être à travers le temps, une approche française aux problèmes mondiaux moins fixée sur des quêtes réflexives pour la distinction de la France par rapport aux États-Unis »⁶⁹.

Mais ses discours sont souvent adaptés au public auquel ils sont destinés. Sarkozy a souvent été accusé de se contredire. C'est le cas dans l'analyse des historiens dans l'œuvre *Comment Nicolas Sarkozy écrit l'histoire de France*⁷⁰. Cependant, dans le cas de son pro-américanisme, il semble qu'il soit constant. En France, le rapprochement de Sarkozy aux Américains est vu avec méfiance par ses adversaires politiques. Le Parti Socialiste, parti concurrent de l'UMP pour les élections présidentielles, a publié en janvier 2007 un document d'une centaine de pages, dans lequel le PS affirmait le pro-américanisme de Sarkozy en se basant sur ses actes et énonciations⁷¹. Pour prouver le pro-américanisme de Sarkozy, le document reprend une citation de Sarkozy aux radios françaises: « Les États-Unis et la France ont connu une période un peu tendue à la suite du désaccord qui nous a opposés sur la façon de traiter la question irakienne. Eh bien maintenant, cela appartient au passé, il faut se tourner vers l'avenir et pour cela le plus de contacts possibles sont nécessaires »⁷². Aux Français aussi le président se montre donc prêt à augmenter la coopération avec les États-Unis. Dans l'introduction de ce document, Eric Besson, homme politique éminent du PS, posait la question : « La France est-elle prête à voter en 2007 pour un *néoconservateur américain à passeport français* ? »⁷³. Cette citation montre comment le PS utilise l'image pro-américaine de Sarkozy pour le discréditer. Avec la caractérisation comme « néoconservateur », le PS renforce sa dénonciation de Sarkozy en faisant référence à la doctrine politique du président américain George Bush, impopulaire en France, du moins depuis la guerre en Irak. Le document dénonce « l'atlantisme forcené » de M. Sarkozy et donne une image du candidat présidentiel

⁶⁸ C. Stapleton, « Télégramme de l'ambassadeur américain à Paris du 6 septembre 2006, sur les élections qui auront eu lieu l'année suivante », *Wikileaks* (30 novembre 2011), www.wikileaks.org, consulté le 10 juillet 2011.

⁶⁹ *Ibidem*. Traduction LvG.

⁷⁰ L. de Cock, e.a., *Comment Nicolas Sarkozy écrit l'histoire de France*, Agone (Marseille 2008).

⁷¹ E. Besson, « L'inquiétante 'rupture tranquille' de monsieur Sarkozy », *L'hebdo des socialistes* (10 janvier 2007), <http://hebdo.parti-socialiste.fr/2007/01/10/347/>, consulté le 6 juillet 2011.

⁷² *Ibidem*, p. 79.

⁷³ *Ibidem*, p. 5.

de l'UMP qui devrait alarmer le public français pour le futur d'une France de Sarkozy⁷⁴. Des questions alarmantes pour chaque Français hostile à l'influence américaine sont posées, telles que :

Qu'aurait-il fait s'il avait été président de la République ? Son atlantisme l'aurait-il conduit à s'aligner sur la stratégie de Georges W. Bush ? Aurait-il envoyé nos forces armées sur le théâtre irakien dans une guerre qui n'en finit plus depuis ce 20 mars 2003 qui vit les troupes anglo-américaines envahir l'Irak ?⁷⁵

Le pro-américanisme de Sarkozy était donc un argument de la campagne de PS. Le parti estime donc que l'anti-américanisme français est assez fort pour inciter les Français à ne pas lui voter. Certes, le document est fortement chargé politiquement et les implications pour le futur de la France ne peuvent pour cela pas être considérées comme objectives. Le profil de Nicolas Sarkozy d'être pro-américain et de vouloir augmenter la coopération franco-américaine, déjà avant son élection en tant que président de la République, a toutefois été justifié par ses propres actes et énonciations. Ce profil était donc aussi connu en France.

Dans ce qui suit, j'analyserai le comportement de Nicolas Sarkozy vis-à-vis des Américains dans ses fonctions de président de la République. Je fais cela à partir de son discours devant le congrès qu'il a mené quelques mois après être entré au pouvoir et à partir des décisions qu'il a prises.

Sarkozy en tant que président de la République

Après avoir pris ses fonctions de président de la République française le 16 mai 2007, Nicolas Sarkozy part aux Etats-Unis en novembre 2007 où il s'adresse au congrès américain à Washington⁷⁶. Dans son discours, il met l'accent sur l'amitié entre les Etats-Unis et la France, l'histoire que ces deux pays ont en commun et les valeurs de liberté partagées par les deux peuples. Son discours fait preuve de ses sentiments chaleureux pour les Etats-Unis. Sarkozy rappelle les deux guerres mondiales, dans lesquelles l'Amérique est venue au secours de la France. Il parle du Plan Marshall qui a aidé l'Europe à se reconstruire à l'époque de l'après-guerre. Il n'hésite pas à exprimer son admiration pour le rêve américain et l'esprit du peuple américain. Le peuple américain et le peuple français auraient toujours été amis, dit-il, malgré

⁷⁴ E. Besson, « L'inquiétante 'rupture tranquille' de monsieur Sarkozy », op. cit., p. 7.

⁷⁵ *Ibidem*, p. 80.

⁷⁶ N. Sarkozy, « discours devant le congrès américain, le 7 novembre 2007 », op. cit.

les épreuves dans l'histoire des relations entre les deux pays. « Avec des amis, dit-il, on peut avoir des divergences, on peut avoir des désaccords, on peut même avoir des disputes comme dans une famille. Mais dans la difficulté, dans l'épreuve, on est avec ses amis, on est à leurs côtés, on les soutient et on les aide »⁷⁷. Ne mentionnant pas l'opposition de la France contre l'invasion des Etats-Unis en Irak, Sarkozy rappelle le fait que la France s'est battue aux côtés des Etats-Unis en Afghanistan. Il promet aux Américains que la France y restera engagée « aussi longtemps qu'il le faudra », parce que c'est « l'avenir de nos valeurs et celui de l'Alliance atlantique »⁷⁸. Finalement, il annonce que la France reprendra toute sa place dans l'OTAN, ce qui forme la matérialisation de sa politique favorable à l'Alliance atlantique. Il a conclu son discours par les paroles « Vive les Etats-Unis d'Amérique, vive la France et vive l'amitié entre la France et les Etats-Unis d'Amérique ». Pendant son discours devant le congrès américain, Nicolas Sarkozy a donc affirmé l'image pro-américaine que l'on avait déjà de lui. Mettant l'accent sur ce qui est partagé entre les deux pays, toute sa rhétorique semble viser à augmenter la coopération entre la France et les Etats-Unis. Il a d'ailleurs convaincu son public.

Les diplomates américains semblent donc être convaincus que l'élection de Sarkozy pourrait mener à plus de coopération entre la France et les Etats-Unis. Avec son attitude pro-américaine, Sarkozy a ouvert la porte à plus de coopération franco-américaine. Quelques mois après l'élection de Sarkozy, cette vision est affirmée par Stapleton dans un télégramme du 26 octobre 2007. Depuis l'arrivée de Sarkozy à l'Elysée, même si le président français a identifié quelques désaccords entre les deux pays, l'ambassadeur américain voit de la convergence de la politique de la France avec la politique américaine en ce qui concerne sa politique extérieure⁷⁹. La remarque du candidat présidentiel pour les élections américaines de novembre 2008 John McCain en dit long : Sarkozy « est le Français le plus pro-américain depuis Lafayette » aurait-il dit quelques mois avant les élections présidentielles⁸⁰.

L'analyse des discours de Sarkozy et de leur réception nous mène à conclure que Sarkozy est un président atlantiste selon la définition dénotative du mot. Cette vision est confirmée par sa

⁷⁷ N. Sarkozy, « discours devant le congrès américain, le 7 novembre 2007 », op. cit.

⁷⁸ *Ibidem*.

⁷⁹ C. Stapleton, « Télégramme de l'ambassadeur américain à Paris du 26 octobre 2007, sur la politique de Sarkozy », *Wikileaks* (30 novembre 2011), www.wikileaks.org, consulté le 10 juillet 2011.

⁸⁰ J. McCain, cité dans : C. Rioux, « Sarkozy-McCain, même combat ? » *Le Devoir* (12 septembre 2008), <http://www.er.uqam.ca/nobel/raoul978/b2evolution/medias/Pdf/Le%20Devoir%20sarkozy%20mccain.pdf>, consulté le 10 juin 2011.

décision que la France réintègre les structures militaires de l'OTAN, à laquelle je passe maintenant.

2.2 Le retour de la France dans les structures militaires de l'OTAN

C'est la reprise de la France de toute sa place dans l'OTAN qui incarne le rapprochement franco-américain sous la présidence de Sarkozy. Avec cette décision, Sarkozy annule la mesure prise par De Gaulle en 1966. La volonté de Sarkozy de coopérer avec les Etats-Unis se concrétise clairement dans ce retour. Dans un discours devant le corps diplomatique français, Nicolas Sarkozy explique cette décision.

La France ne voulait-elle pas affaiblir, voire détruire l'Alliance atlantique ? A ce soupçon, j'ai voulu apporter une réponse claire, et je l'ai fait devant le Congrès des Etats-Unis. Face à l'ampleur des menaces et des crises, le développement d'une Europe de la défense efficace est une nécessité stratégique. [...]L'opposer à l'Alliance atlantique n'a aucun sens⁸¹.

Sarkozy essaie dans son discours de mettre fin à l'idée qui existe dans le monde international depuis la présidence de De Gaulle, que la France vise à affaiblir l'OTAN. De plus, il explique que la coopération avec les Etats-Unis au sein de l'Alliance atlantique est nécessaire pour l'Europe. Cette vision diffère donc de la politique de De Gaulle, qui considérait nécessaire de rompre avec l'OTAN pour créer une défense européenne indépendante des Etats-Unis. Pour Sarkozy, à l'opposé de De Gaulle, la présence des menaces et des crises demande la participation de la France dans l'OTAN. Ce n'est pour lui pas l'Europe de la défense *ou* l'OTAN, comme défendu par De Gaulle, mais l'Europe de la défense *et* l'OTAN. Contrairement à De Gaulle, Nicolas Sarkozy voit dans la coopération avec les Etats-Unis au sein de l'OTAN la meilleure manière de rendre « efficace » l'Europe de la défense.

Le rapprochement franco-américain au sein de l'Alliance atlantique était bien visible lors du sommet de l'OTAN à Bucarest le 3 avril 2008. Le président américain George Bush a dit dans son discours que l'OTAN a besoin d'une capacité européenne de défense, comme l'a défendu Sarkozy⁸². Ce dernier, à son tour, remercie le président américain pour ce qu'il a dit :

⁸¹ N. Sarkozy, « Vœux au corps diplomatique » (18 janvier 2008), <http://www.elysee.fr/president/les-actualites/discours/2008/voeux-au-corps-diplomatique.6883.html>, consulté le 25 juin 2011.

⁸² G. Bush, « President Bush Visits Bucharest, Romania, Discusses NATO, April 2008 », *Council on Foreign Relations* (2 avril 2008), <http://www.cfr.org/nato/president-bush-visits-bucharest-romania-discusses-nato-april-2008/p15928>, consulté le 20 juillet 2011.

Nous avons besoin des Etats-Unis et les Etats-Unis ont besoin d'alliés forts. Cela ouvre la porte pour la France à une rénovation forte de ses relations avec l'OTAN. Je ne le dis pas ici avant de le dire chez moi. J'ai affronté les débats chez moi pour venir le dire ici. Nous avons les mêmes valeurs, nous sommes des amis⁸³.

Sarkozy se montre donc bien conscient que la coopération avec les Etats-Unis au sein de l'OTAN a suscité de l'opposition en France. Pourtant il reste sur sa décision de resserrer les liens avec les Etats-Unis. Il a affronté les débats en France et il a réussi à obtenir le soutien du parlement pour sa décision de faire rentrer la France dans les structures militaires de l'OTAN.

Le retour dans l'OTAN doit donc être vu comme un pas vers plus de coopération avec les Etats-Unis. La preuve ultime du rapprochement franco-américain quant à l'OTAN se trouve dans la publication du ministère des affaires étrangères *Défense et Sécurité nationale, Le Livre Blanc*, dans laquelle la politique extérieure de la France des années à venir est définie⁸⁴. Je consacrerai la partie suivante à ce rapport pour mieux dégager les motifs de la décision de Sarkozy.

Le Livre Blanc, écrit sous la supervision du président de la République, conclut que la coopération avec les Etats-Unis est une nécessité pour la France. Les Américains, malgré les changements dans le monde international et l'apparition des nouvelles puissances mondiales comme la Chine, disposeront pour longtemps des principaux attributs de puissance⁸⁵. « [Les Etats-Unis] conserveront pour leur part, dans les quinze prochaines années, les avantages qui en font la puissance économique, technologique et militaire de premier rang dans le monde »⁸⁶. Les Etats-Unis resteront donc un allié puissant et important, aussi au niveau militaire. Il s'agit ici donc d'un motif pragmatique de la France. La puissance des Etats-Unis fait qu'une coopération militaire au sein de l'OTAN est souhaitée.

C'est à cette lumière que le retour intégral de la France dans l'OTAN peut être vu. Selon le rapport, l'Alliance atlantique est essentielle à la sécurité de la France et au développement de

⁸³ N. Sarkozy, « discours lors du sommet de l'OTAN à Bucarest » (3 avril 2008), <https://pastel.diplomatie.gouv.fr/editorial/actual/ael2/bulletin.asp?liste=20080403.html>, consulté le 21 juillet 2011.

⁸⁴ Ministère des affaires étrangères français, *Défense et Sécurité nationale, Le Livre Blanc* (Paris juin 2008), <http://lesrapports.ladocumentationfrancaise.fr/BRP/084000341/0000.pdf>, consulté le 28 juin 2011.

⁸⁵ *Ibidem*, p. 36.

⁸⁶ *Ibidem*, p. 36.

la défense européenne. L'objectif de la France quant à son retour intégral dans l'OTAN est « la construction d'un partenariat stratégique renouvelé entre l'Europe et les Etats-Unis »⁸⁷. L'intérêt de l'OTAN vaut autant pour l'Amérique du Nord que pour les pays européens. « L'Alliance atlantique a besoin d'une Union européenne capable d'assumer une part croissante de la stabilisation des crises extérieures. L'Union a besoin d'une OTAN capable d'assurer ses missions de défense et de renforcer le lien qui unit l'Amérique du Nord à ses alliés européens, face à une gamme nouvelle de menaces »⁸⁸. Le rapport réfère ici aux changements dans l'ordre international depuis la fin de la guerre froide. Les menaces dont a parlé Sarkozy, cité plus haut, sont différentes qu'à l'époque de De Gaulle : la menace soviétique a disparu, d'autres dangers, comme le terrorisme, ont apparu. Sarkozy préconise alors que contre ces nouvelles menaces, l'Europe de la défense doit être en coopération avec l'OTAN. Selon le rapport, la coopération avec les Etats-Unis dans l'OTAN est donc importante pour les pays européens au niveau de leur sécurité nationale. Il serait alors souhaité que la France rebâtisse les liens avec l'Alliance atlantique pour que la France soit plus impliquée sur le plan diplomatique. Le Livre Blanc reconnaît que, depuis la décision du général de Gaulle de retirer la France du commandement militaire intégré de l'OTAN en 1966, le monde international et la signification de l'Alliance atlantique ont beaucoup changé. Le rapport conclut que

L'Union européenne est devenue un acteur majeur de la communauté internationale. L'OTAN, tout en conservant sa responsabilité pour la défense collective des Alliés, rappelée dans le traité de Lisbonne, est aussi un instrument du maintien de la paix (Afghanistan, Kosovo). Il n'y a pas concurrence entre l'OTAN et l'Union européenne mais complémentarité : nous avons besoin des deux pour faire face aux menaces et aux crises⁸⁹.

Ces changements ont conduit à ce que le rapport préconise « une pleine participation de la France aux structures de l'Organisation Atlantique »⁹⁰. Sous Sarkozy, la France resserre donc les liens avec les Etats-Unis au sein de l'OTAN. Le gouvernement de Sarkozy juge essentiel la coopération avec les Etats-Unis, allié puissant et important. Contrairement à De Gaulle, qui jugeait dans les années 1960 que la sécurité de la France serait mieux garantie avec l'armée française hors des structures militaires de l'Alliance, Sarkozy considère nécessaire cette coopération pour la sécurité de l'Europe face à de nouvelles crises. Ce sont dès lors des motifs

⁸⁷ Ministère des affaires étrangères français, *Le Livre Blanc*, op. cit. p. 102.

⁸⁸ *Ibidem*, p. 102.

⁸⁹ *Ibidem*, p. 316.

⁹⁰ *Ibidem*, p. 316.

pragmatiques qui se trouvent à la base du renouvellement des relations franco-américaines au sein de l'OTAN, ce qui confirme la caractérisation de « pragmatiste » que Sarkozy s'attribue. Je reviendrai sur le pragmatisme de Sarkozy dans le chapitre suivant.

Conclusion du chapitre

Nicolas Sarkozy est depuis longtemps un politicien français favorable à la coopération avec les Etats-Unis. Ses propres énonciations et la manière dont il est vu par d'autres témoignent d'un pro-américanisme incontestable, inhabituel pour un président français. Sa décision de reprendre sa place dans toutes les structures de l'OTAN est un exemple du rapprochement franco-américain sous la présidence de Sarkozy et doit être vu comme un pas vers plus de coopération avec les Etats-Unis. Quand on regarde sa politique envers l'OTAN, Nicolas Sarkozy est donc un président favorable à l'Alliance atlantique et à la coopération avec les Etats-Unis. Il a mis fin à la place hors du commandement militaire intégré de l'OTAN, ce qui fait de lui un président qui est plus prêt à coopérer avec les Etats-Unis que Charles De Gaulle. Ceci fait de lui un président atlantiste dans le sens dénotatif discuté dans ce chapitre. Le fait que De Gaulle n'avait pas quitté l'OTAN entièrement nuance d'ailleurs l'image anti-atlantiste de lui. Toutefois, le fait de retirer l'armée française des structures militaires de l'OTAN montre que le général était moins favorable à la coopération avec les Etats-Unis au sein de l'OTAN que Sarkozy. Dans le chapitre suivant, je testerai si on peut toujours dire que Sarkozy est atlantiste quand on regarde la définition dénotative du mot atlantisme, qui inclut *l'alignement* sur la politique des Etats-Unis.

Chapitre 3 : Sarkozy et l'atlantisme aligné ?

Ce chapitre testera si la politique de Sarkozy envers l'OTAN fait de lui un président atlantiste selon la deuxième définition, celle qui implique l'alignement sur la politique des Etats-Unis et qui craint la perte de l'indépendance française. Je répondrai en deux temps à cette question de l'alignement. D'abord, je discuterai si la politique de Sarkozy envers l'OTAN éveille en France cette peur d'un alignement sur la politique de Washington. Ensuite, j'évaluerai si la politique de Sarkozy implique une rupture avec le non-alignement de la France depuis De Gaulle.

3.1 La peur de soumission aux Etats-Unis

Cauchemar pour beaucoup de français

Comme décrit dans le premier chapitre, la dominance des Etats-Unis sur les autres Etats-membres au sein de l'OTAN est généralement reconnue. L'indépendance française semble donc être en risque après le retour de la France dans l'OTAN. La politique de Sarkozy a en effet éveillé en France la crainte de perdre l'indépendance nationale. Une soumission aux américains est le cauchemar de beaucoup de Français, qui par conséquent s'opposent à la politique de Sarkozy. C'est le cas de l'historien Maurice Vaïsse. Il voit dans le rapprochement de la France avec l'OTAN quelque chose de symbolique, comme déjà cité dans l'introduction : « La sacro-sainte indépendance nationale, à défendre surtout face aux américains, semble renvoyée aux oubliettes », conclut-il dans son article « La France et l'OTAN : une histoire »⁹¹.

L'opposition politique de gauche voit dans le retour de la France dans le commandement intégré de l'OTAN un projet qui, dans les mots du député du PS Jean-Marc Ayroult, « Marque la fin de l'indépendance de la France et un alignement sur les Etats-Unis »⁹². La crainte de soumission à la politique des Etats-Unis n'est pourtant pas présente seulement chez l'opposition de gauche. A droite aussi, au sein de l'UMP même, se trouvent des opposants de Sarkozy. Plusieurs membres éminents de l'UMP voient dans le retour de la France dans

⁹¹ M. Vaïsse, « La France et l'OTAN: Une histoire », op. cit., p. 869.

⁹² J.M. Ayroult, cité dans : S. Huet, « le retour dans l'OTAN sème le trouble à l'UMP », op. cit.

l'OTAN une perte de l'indépendance française. L'ancien premier ministre Dominique de Villepin croit par exemple que le retour dans l'alliance avec les Etats-Unis fait que la France « va se retrouver rétrécie sur le plan diplomatique »⁹³. Selon le député Jacques Myard, le retour dans l'OTAN est « un leurre et une faute diplomatique, car on remet en cause cinquante ans d'indépendance de la France »⁹⁴. L'argument le plus fréquent contre le retour de la France dans l'OTAN et dont j'ai parlé plus haut est que la France aurait été convaincue par les Etats-Unis de participer à la guerre d'Irak en 2003⁹⁵.

Les opposants à un retour de la France craignent donc que les Etats-Unis exerceront de l'influence sur la France au sein de l'OTAN ce qui mènera à la perte de la politique d'indépendance française. Il faut remarquer que l'opposition est en minorité parmi les députés français, ils ont été, en effet, plus nombreux à voter pour que contre la réintégration de la France dans les structures militaires de l'OTAN. Pourtant, comme montré ci-dessus, la peur d'alignement sur la politique des Etats-Unis est quelque chose de réel en France. Cette crainte est aussi formulée par l'homme politique socialiste Hubert Védrine. L'ancien ministre français des affaires étrangères a lui aussi critiqué un retour de la France dans le commandement intégré de l'OTAN. Bien que membre du PS, parti opposant à l'UMP de Sarkozy, il a été l'un des spécialistes de la politique étrangère française consultés par Nicolas Sarkozy. Sarkozy avait d'abord demandé à Védrine de réassumer le poste de la politique étrangère. Védrine a refusé ce poste puisqu'il n'avait pas confiance d'obtenir « une compétence très large sur la politique étrangère » sous Sarkozy⁹⁶. Ensuite, Sarkozy lui a demandé d'écrire un rapport de recommandation en ce qui concerne la politique de défense de la France⁹⁷. Je consacrerai la partie suivante à ce rapport.

Le rapport de Védrine

Dans ce rapport qui porte sur l'avenir du positionnement de la France dans le monde globalisé, Hubert Védrine s'est montré négatif envers la décision de Sarkozy que la France reprenne toute sa place au sein du commandement de l'OTAN. Dans son exposé, Védrine essaie entre autres de répondre à la question de savoir si la France peut être alliée des Etats-

⁹³ D. de Villepin, cité dans : S. Huet, « le retour dans l'OTAN sème le trouble à l'UMP », op. cit.

⁹⁴ J. Myard, cité dans : *Ibidem*.

⁹⁵ *Ibidem*.

⁹⁶ N. Sarkozy, cité dans: R. Dely, « Je n'étais pas l'homme du schéma de Sarkozy », op. cit.

⁹⁷ Védrine, H., « Rapport pour le Président de la République sur la France et la mondialisation » (4 septembre 2007), http://www.cnisf.org/biblioth_cnisf/librairie/RapportVedrine.pdf, consulté le 12 juin 2011.

Unis sans être obligée de s'aligner sur eux. Sa réponse est négative. L'argument avancé par Sarkozy est que par un retour dans l'OTAN, la France verra son influence s'accroître au sein de l'ensemble atlantique, auprès des États-Unis et de leurs alliés, sur le plan diplomatico-militaire comme sur le plan des armements. Selon Védrine, cet argument n'est pas convaincant. « Sur les États-Unis cela donnerait à la France une influence comparable à celle des autres alliés, c'est-à-dire quasi nulle », écrit-il⁹⁸. Védrine soutient ensuite que le retour de la France dans l'OTAN est vu partout dans le monde comme un alignement sur la politique des États-Unis. Surtout aux États-Unis, cette décision déclenche de l'enthousiasme selon lui : « oublié le général de Gaulle, la France est redevenue un allié sûr, elle va nous aider en Irak et ailleurs, etc. [...] la France serait considérée comme réalignée sur les États-Unis et traitée comme telle », écrit-il⁹⁹. Védrine voit aussi une perte indirecte de l'influence et donc de l'indépendance de la France. D'autres pays vont juger que ce ne sera plus la peine de valoriser ou avantager la France, puisqu'elle sera alignée sur les États-Unis¹⁰⁰.

Védrine regarde les États-Unis avec méfiance et définit quelques sujets dans lesquelles selon lui les États-Unis pourraient placer ultérieurement la France devant des choix difficiles¹⁰¹. D'abord, la France pourrait se trouver devant la question de soutenir les États-Unis dans une nouvelle intervention au Moyen-Orient, cette fois en Iran. Les États-Unis pourraient ensuite accélérer le projet de bouclier anti-missile en Europe de l'Est sans tenir compte de la position russe et des interrogations en Europe. L'amitié entre Sarkozy et les Américains pourrait selon Védrine aussi mener à une demande d'aider les États-Unis en Irak et Afghanistan, au-delà de ce que la France veut faire.

Bien que le rapport de Védrine ait été écrit sous demande de Sarkozy, le président français a ignoré les avertissements de la part de l'homme politique socialiste. Ceci soutient l'argumentation de Védrine que s'il avait accepté le poste de la politique étrangère, son influence aurait été insignifiante. La peur qui existe parmi beaucoup de Français que le retour de la France dans les structures militaires de l'OTAN pose un risque pour la France d'alignement sur la politique des États-Unis est partagée par Védrine. Le poids des États-Unis dans l'OTAN pourrait mener à ce que la France se trouve obligée de coopérer sous pression des États-Unis dans les futurs conflits où l'OTAN interviendra. Dans sa conception, la

⁹⁸ H. Védrine, « Rapport pour le Président de la République sur la France et la mondialisation », op. cit. p. 38.

⁹⁹ *Ibidem*, p. 39.

¹⁰⁰ *Ibidem*, p. 39.

¹⁰¹ *Ibidem*, p. 52-53.

politique de Sarkozy mènerait donc à un abandon de son propre triptyque « ami, allié, non-aligné ».

Mais est-ce le cas ? Bien qu'en France la crainte d'alignement soit bien vivante, les actions de Sarkozy faites jusqu'à ici font preuve d'indépendance vis-à-vis des Américains. Dans ce qui suit, je présenterai comment la politique de Sarkozy montre que, comme ses prédécesseurs, il n'est pas prêt à abandonner l'indépendance française et que son rapprochement avec les Etats-Unis peut être compris comme pragmatisme dans la poursuite des intérêts français.

3.2 Le pragmatisme sarkozien

« Un ami debout, un allié indépendant, un partenaire libre »

Bien qu'avec sa décision de réintégrer la France dans les structures militaires de l'OTAN Nicolas Sarkozy semble prendre le risque de s'aligner sur la politique des Etats-Unis, sa politique semble viser une continuation de l'indépendance française, du gaullisme, de façon pragmatique. Sa propre rhétorique en est une première indication. Pendant son discours devant le congrès américain, dans lequel il exprime son admiration pour les Américains et annonce le retour de la France dans l'OTAN, il insiste vouloir être l'ami, l'allié et le partenaire des Etats-Unis, mais, ajoute-t-il, « un ami debout, un allié indépendant, un partenaire libre », ce qu'il répète littéralement aux Français un an et demi plus tard lors d'un discours à Paris en mars 2009¹⁰². Cette caractérisation des relations franco-américaines que fait Nicolas Sarkozy ne diffère pas du triptyque « ami, allié, non-aligné » qui a caractérisé l'attitude de la France vis-à-vis des Etats-Unis depuis De Gaulle. Hervé Morin, ministre de la défense sous Sarkozy jusqu'à novembre 2010, a souligné lui aussi que le retour de la France dans le commandement intégré de l'OTAN ne sera pas le début d'une docilité transatlantique. Selon lui, c'est la position d'indépendance et de sa politique étrangère individuelle qui donne à la France l'influence stratégique¹⁰³. Dans son discours à Paris en mars 2009, Nicolas Sarkozy essaie de convaincre une fois de plus que sa politique ne vise certainement pas à un alignement sur la politique des Etats-Unis.

¹⁰² N. Sarkozy, « discours devant le congrès américain », op. cit. et N. Sarkozy, « discours à Paris » (11 mars 2009), http://www.ambafrance-no.org/IMG/pdf/11_1_03_Conclusion_colloque_Defense_Otan.pdf, consulté le 21 juillet 2011.

¹⁰³ A. Molenaar, « Un allié indépendant, un partenaire libre, Frankrijk herijkt veiligheids- en defensiebeleid met Witboek », *Atlantisch Perspectief* 32 (La Haye 2008), http://www.atlcom.nl/ap_archive/pdf/AP%202008%20nr.%205/Molenaar.pdf, consulté le 9 juillet 2011.

Certains me disent que ce choix serait une trahison du Général de Gaulle. Un « alignement sur Washington ». Une remise en cause de notre vocation à dialoguer avec la Russie ou les pays du sud. Ou encore que la France s'engagerait dans une « guerre des civilisations », rien que cela, contre les Musulmans. Et même que si nous avons été dans le commandement intégré, nous aurions été forcés de participer à la guerre contre l'Irak en 2003 ! Mensonges ! Mensonges ! Contre-vérités ! On n'informe pas une grande nation démocratique par des mensonges¹⁰⁴.

Nicolas Sarkozy essaie de convaincre ici les sceptiques français qu'il ne vise pas à rompre avec la politique d'indépendance de Charles De Gaulle.

Certes, la rhétorique d'un politicien ne montre souvent pas entièrement les vrais objectifs, et Sarkozy ne fait peut-être pas exception. Or, l'assertion que ce dernier avec sa politique envers l'OTAN ne veut pas s'aligner sur la politique des Etats-Unis est pourtant défendable. Une première indication de cela est le fait que le retour de la France dans les structures militaires de l'OTAN s'est fait sous trois conditions qui doivent faire en sorte que la France maintienne son indépendance vis-à-vis de l'OTAN et des Etats-Unis¹⁰⁵. D'abord, le rapport stipule qu'« une pleine participation de la France n'implique aucune automaticité dans la contribution de [la France] aux interventions de l'OTAN ». La France conservera donc en toutes circonstances sa liberté de décision sur la participation des missions dans l'OTAN. Ensuite, l'indépendance nucléaire de la France doit être assurée. Finalement, la France gardera « la liberté de décision sur l'engagement des forces françaises. Aucune force française ne sera placée en permanence sous le commandement de l'OTAN en temps de paix ». Bien que la France soit rentrée dans les structures militaires de l'Alliance atlantique, les conditions posées à ce retour font qu'au moment décisif, la France garde le pouvoir complet sur son armée. Ceci fait que la politique de Sarkozy vis-à-vis de l'OTAN ne signifie *de facto* pas une rupture avec la politique de De Gaulle, pour qui l'autonomie de décision quant à la défense nationale était l'objectif.

Les conditions font donc preuve du fait que Sarkozy ne vise pas à s'aligner sur la politique américaine. Ceci est soutenu par Arnout Molenaar, conseiller de défense du Comité des représentants permanents (COREPER) néerlandais de l'Union Européenne, l'objectif sous-jacent de la politique de Sarkozy vis-à-vis de l'OTAN est d'« affirmer l'influence

¹⁰⁴ N. Sarkozy, « discours à Paris », op. cit.

¹⁰⁵ Ministère des affaires étrangères français, *Le Livre Blanc*, op. cit., p. 110.

nationale »¹⁰⁶. L'historien britannique Jolyon Howorth lui aussi confirme cette vision. Il soutient que la politique de Sarkozy diffère sur beaucoup de sujets de celle des Etats-Unis et que le président français dans ces cas n'hésite pas à agir à sa guise¹⁰⁷. Selon lui, rien de ce que Sarkozy a dit ou fait depuis son arrivée au pouvoir mène à un abandon du non-alignement français¹⁰⁸. Howorth va même jusqu'à dire que le retour de la France dans l'OTAN pourrait être un cas de « cheval de Troie » pour les Etats-Unis. De plus, il soutient que l'évidence jusqu'ici montre que l'influence de la France semble être plus forte à l'intérieur de l'OTAN qu'à l'extérieur¹⁰⁹. Avec cela, il donne donc tort à ce que Védrine a écrit dans son rapport. Nicolas Sarkozy a donc tout à gagner quant à l'influence de la France dans le monde, ce qui explique pourquoi Sarkozy a choisi le retour de la France dans l'OTAN.

Renforcement de l'Europe de la défense

Un des objectifs que Sarkozy vise à atteindre par le retour dans l'OTAN est de renforcer l'Europe de la défense. Quand Sarkozy parle du retour de la France dans l'OTAN, il souligne la complémentarité de l'Alliance atlantique avec le développement d'une Europe de la défense. L'ambition de la France de continuer à jouer un rôle de leader en Europe explique l'importance du développement d'une défense européenne pour Sarkozy. Le développement d'une Europe de la défense, en évolution lente mais progressive depuis le traité de Maastricht, est suivi avec soupçon par les Etats-Unis. L'OTAN devrait être l'organisation pour la sécurité des pays occidentaux, une Europe de la défense pourrait former de la concurrence quant à la supériorité militaire des Etats-Unis et l'OTAN¹¹⁰.

Bien que la politique de Sarkozy de coopérer avec les Etats-Unis et de mettre l'accent sur la complémentarité entre l'Europe de la défense forme une rupture avec la politique de De Gaulle, l'objectif sous-jacent de Sarkozy est le même que celui du général. Comme De Gaulle, Nicolas Sarkozy aussi voit dans la coopération politique et militaire la dernière étape dans le processus de l'intégration européenne¹¹¹. Le retour de la France dans les structures

¹⁰⁶ A. Molenaar, « un allié indépendant, un partenaire libre », op. cit., p. 6.

¹⁰⁷ J. Howorth, « Prodigal Son or Trojan Horse: what's in it for France? », *European Security* 19 (mars 2010) p. 11-28, p. 20-28.

¹⁰⁸ *Ibidem*, p. 18.

¹⁰⁹ *Ibidem*, p. 25.

¹¹⁰ J. Howorth, *Security and defence policy in the European Union*, Palgrave Macmillan (New York 2007), p. 135-177. La méfiance américaine pour une Europe de la défense indépendante des Etats-Unis joue déjà depuis le début de l'intégration européenne, voir par exemple le Plan Fouchet qui devrait mener à une Union Politique Européenne (UPE) (1960-1962).

¹¹¹ A. Molenaar, « un allié indépendant, un partenaire libre », op. cit., p. 2.

militaires de l'Alliance atlantique forme un pas pragmatique qui vise entre autres à renforcer ce développement d'une politique de sécurité et de défense de l'UE. Selon le *Livre Blanc*, il serait difficile pour la France de garder sa position vis-à-vis de l'OTAN, alors même qu'avec ses partenaires européens elle reconnaît l'Alliance comme une clé de sa sécurité commune¹¹². Le rapport souligne que vingt et un des vingt-six alliés de l'OTAN sont membres de l'Union Européenne et contribuent, à l'exception du Danemark, à la construction de l'Europe de la défense¹¹³. Sarkozy, comme De Gaulle dans les années 1960, vise à être le leader d'une Europe de la défense renforcée¹¹⁴. Pour que son rôle de leader de l'Europe soit crédible, il est souhaitable que la France soit représentée au sein de l'OTAN vu la présence permanente de pratiquement tous les autres pays européens dans l'OTAN.

Nicolas Sarkozy ne cache pas cette stratégie du renforcement d'une Europe de la défense. Dans son discours devant le congrès américain, il a déjà fait appel aux Américains pour qu'ils aient confiance en l'Europe. Il essaie de créer de la compréhension chez les Américains pour le développement d'une Europe de la défense.

Qui pourrait reprocher aux Etats-Unis d'assurer leur sécurité ? demande-t-il. Personne. Qui pourrait me reprocher de vouloir que l'Europe assure davantage sa sécurité ? Personne¹¹⁵.

Il appelle à une rénovation de l'Alliance atlantique, dans laquelle « L'Union Européenne et l'Alliance doivent marcher la main dans la main »¹¹⁶. Il ne s'agit ici donc pas du tout d'un alignement sur la politique des Etats-Unis, mais d'une politique qui vise le contraire, c'est-à-dire essayer d'influencer les Etats-Unis et de poursuivre les intérêts nationaux. Nicolas Sarkozy juge qu'à l'intérieur de l'OTAN cette influence est plus forte qu'à l'extérieur. L'objectif de renforcement de l'Europe de la défense est un objectif clair que Sarkozy croit mieux atteindre par un retour de la France dans l'OTAN. La coopération avec les Etats-Unis est donc pragmatique. Mais que restera-t-il du pro-américanisme de Sarkozy quand la défense européenne est suffisamment développée pour ne plus avoir besoin de l'aide des Américains ?

¹¹² Ministère des affaires étrangères français, *Le Livre Blanc*, op. cit., p. 106-108.

¹¹³ *Ibidem*, p. 108.

¹¹⁴ N. Sarkozy cite dans : Auteur inconnu, « Excerpts from interview with Nicolas Sarkozy » *New York Times* (21 septembre 2007), <http://www.nytimes.com/2007/09/23/world/europe/24excerpts.html?pagewanted=4>, consulté le 20 mai 2011.

¹¹⁵ N. Sarkozy, « Discours devant le congrès américain », op. cit.

¹¹⁶ *Ibidem*.

Le pragmatisme de Sarkozy mène à croire que dans l'avenir la France pourrait en effet jouer le rôle de « cheval de Troie » pour les Etats-Unis.

Nouvelle conception de l'OTAN

Même si le poids des Etats-Unis au sein de l'OTAN est toujours un fait réel, la signification et la position de l'OTAN dans le monde international ont changé depuis la fin de la Guerre Froide. Depuis la dissolution de l'Union soviétique, la coopération avec l'Europe n'est pour les Etats-Unis plus de l'importance éminente¹¹⁷. L'unilatéralisme américain qui suivait pendant par exemple la guerre d'Irak contribuait aux frictions entre les pays d'Europe et les Etats-Unis¹¹⁸. Selon la politicologue Alexandra De Hoop Scheffer, le format de coopération transatlantique est désormais caractérisé par « un consensus [...] partagé par les Américains et les Européens autour du 'pragmatisme mutuel' ou de la 'coopération sélective' »¹¹⁹. L'unité de l'organisation qui existait pendant la Guerre Froide n'est donc plus la réalité aujourd'hui. Le pragmatisme règne dans la coopération au sein de l'OTAN depuis les années 1990. Le *modus operandi* dans les missions de l'OTAN est celui des « coalitions des volontaires », comme en Afghanistan (2001-aujourd'hui) ou au Kosovo (1999), qui n'étaient pas des missions exécutées par l'organisation entière mais par des coopérations sélectives entre des pays qui veulent y coopérer, sous le drapeau de l'OTAN, en utilisant ses structures militaires¹²⁰. C'est dans cette nouvelle conception de l'OTAN que Sarkozy voit des opportunités pour la France.

La mission en Libye

Le fait que Sarkozy aussi utilise l'OTAN de façon pragmatique afin de poursuivre son agenda de politique extérieure est devenu très clair lors des révoltes en Libye. Le choix d'intervention était évident pour le président français. Suite à l'adoption de la résolution qui préconise l'intervention en Libye, c'était la France qui a pris les devants et qui a été hôte d'un sommet à Paris pour former une coalition des volontaires et pour organiser l'intervention militaire¹²¹. Pour l'OTAN, le président français n'envisageait qu'un rôle exécutif. Selon les mots du

¹¹⁷ Hoop Scheffer, A. de, « Après 'l'effet Obama'. Réflexions sur la relation Etats-Unis/Europe ou le triomphe du 'pragmatisme mutuel' », *Questions d'Europe* 154 (18 janvier 2010), p. 1-10, p. 10, http://www.robert-schuman.eu/doc/questions_europe/qe-154-fr.pdf, consulté le 18 août 2011.

¹¹⁸ T.F.X. Noble e.a., *Western Civilization, Beyond Boundaries, Volume II*, op. cit., p. 956.

¹¹⁹ Hoop Scheffer, A. de, « Après 'l'effet Obama' », op. cit., p. 1.

¹²⁰ B. Wassenberg, e.a., *L'OTAN et l'Europe : Quels liens pour la sécurité et la défense européenne ?*, Peter Lang (Bruxelles 2010), p. 116.

¹²¹ A. Applebaum, « The new alliance – Britain and France take the lead in Libya », *The Spectator: a weekly review of politics, literature, theology and art* (26 mars 2011) p. 12-13.

journal britannique *The Guardian*, Sarkozy a « dénigré » le rôle de l'OTAN dans les opérations militaires contre le leader libyen Mouammar Kadhafi¹²². Tandis que des fonctionnaires de l'OTAN s'étaient déjà réunis autour de la question de l'intervention, le président français les a pris de court et a insisté que les structures militaires de l'OTAN puissent être utilisées, mais que le commandement politique restera dans les mains des 11 pays participants à la mission. « L'utilisation de l'OTAN était pratique, pas politique » a-t-il affirmé¹²³. Sarkozy montre ici que son approche de l'OTAN est très pragmatique, il vise à profiter des structures militaires de l'OTAN sans mettre le commandement de la mission dans les mains de l'OTAN. Ceci confirme une fois de plus que Sarkozy veille à garder l'autonomie complète quant à la prise de décision.

Lors de l'intervention, le président français n'a pas non plus hésité à critiquer ses alliés Américains. Au sommet européen à Bruxelles du 23 juin 2011, il a par exemple attaqué verbalement le secrétaire américain à la défense Robert Gates qui soutenait que les Etats-Unis contribuaient plus que les pays européens à l'intervention en Libye : « Il ne faut pas en vouloir à quelqu'un qui part à la retraite de faire preuve d'un peu d'amertume, a-t-il répondu avec vigueur, (...) on peut dire tout ce qu'on veut, mais je n'ai pas l'impression qu'en Libye l'essentiel du travail soit fait par les Américains »¹²⁴. Cette citation montre que le pro-américanisme sarkozien ne vaut plus grande chose quand l'intérêt français est en jeu.

Le cas de la Libye montre bien comment Nicolas Sarkozy poursuit les intérêts français et qu'il maintient l'indépendance française en refusant à l'OTAN la coordination entière de la mission. Donc, avec Sarkozy dans l'OTAN, la France s'approprie une plus grande part de pouvoir sur la scène internationale. La France a ainsi pris l'initiative dans l'intervention militaire en Libye. Les Etats-Unis et la France se battent côte à côte, mais il ne s'agit toutefois pas d'un alignement sur la politique des Etats-Unis. L'obstination de Sarkozy vis-à-vis du rôle de l'OTAN révèle que Sarkozy ne se laisse pas facilement séduire par les Américains. Ceci mène à croire que dans le cas de la guerre d'Irak, Sarkozy n'aurait pas été plus prêt à se laisser convaincre que Jacques Chirac, président de l'époque. Sous Sarkozy, l'affirmation

¹²² I. Traynor, « Libya: Nicolas Sarkozy reignites row over Nato military role », *The Guardian* (25 mars 2011), <http://www.guardian.co.uk/world/2011/mar/25/nicolas-sarkozy-nato-libya-row>, consulté le 11 juin 2011.

¹²³ *Ibidem*.

¹²⁴ N. Sarkozy, cité dans: Auteur inconnu, « Otan/Budget: Sarkozy répond à Gates », *Le Figaro* (24 juin 2011), <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2011/06/24/97001-20110624FILWWW00498-otanbudget-sarkozy-repond-a-gates.php>, consulté le 22 août 2011.

d'indépendance de la France vis-à-vis des Etats-Unis n'est donc pas si différente de celle de De Gaulle.

Conclusion du chapitre

La peur d'un risque d'alignement sur la politique des Etats-Unis, puissance qui pourrait « convaincre » la France de participer dans des missions à venir, est présente en France. Pourtant, comme je l'ai montré dans ce chapitre, jusqu'ici toutes les actions de Sarkozy font preuve d'indépendance vis-à-vis des Etats-Unis. Le retour de la France dans l'OTAN est allé de pair avec des conditions qui doivent garantir le maintien de l'indépendance française. Le président français vise donc à ce que la France reste « un allié indépendant, un partenaire libre ». De plus, le retour de la France dans l'OTAN peut être conçu comme un pas pragmatique pour renforcer l'Europe de la défense et accroître l'influence de la France dans la prise de décision dans des conflits internationaux, sans perdre son indépendance. Au contraire, la politique de Sarkozy vise à augmenter la liberté de mouvement de la France dans des conflits internationaux et donc à augmenter l'indépendance nationale. Le conflit en Libye en est un bon exemple. A l'opposé de ce que craint Vaïsse, Sarkozy ne met donc pas en jeu la « sacro-sainte indépendance nationale », il la renforce même. Avec le retour de la France dans l'OTAN, Nicolas Sarkozy ne s'aligne donc pas sur la politique américaine, ce qui fait qu'il n'est pas un président atlantiste selon la définition connotative du mot atlantisme. La politique de Sarkozy doit donc être vue comme une continuation du non-alignement qui caractérise la politique extérieure française depuis De Gaulle. Seuls les moyens pour atteindre cet objectif sont différents, De Gaulle cherchait à affirmer la puissance française en dehors de l'OTAN, Sarkozy le fait en son sein.

Conclusion

La décision de Nicolas Sarkozy de faire rentrer la France dans les structures militaires de l'OTAN a suscité un vif débat en France. Les opposants reprochent à Sarkozy de mettre fin à l'indépendance de la France et de s'aligner sur la politique des Etats-Unis. En France, Sarkozy a reçu l'image d'un président atlantiste. Le mot atlantisme est pourtant un mot qui en France est chargé et qui n'a pas la même signification pour tous ni dans tous les contextes.

Au sens dénotatif, le mot atlantisme réfère en France à la coopération avec les Etats-Unis au sein de l'Alliance atlantique. Le mot atlantisme a toutefois reçu des connotations négatives, qui s'expliquent par l'histoire des relations franco-américaines et de la position spéciale de la France vis-à-vis de l'OTAN. La France connaît une longue histoire d'anti-américanisme, les rapports franco-américains ont souvent été instables. La réticence de vouloir se soumettre à la politique des Etats-Unis et la volonté d'affirmer l'indépendance française ont été à la base de la décision de Charles de Gaulle de retirer la France du commandement intégré de l'OTAN. C'est cette histoire qui a fait que la définition connotative du mot atlantisme parle d'alignement sur la politique des Etats-Unis.

La politique de Sarkozy envers l'OTAN fait de lui un président atlantiste dans le sens où le retour dans le commandement intégré de l'Alliance atlantique montre qu'il est favorable à la coopération avec les Etats-Unis au sein de l'OTAN. Le retour de la France dans l'OTAN sous la présidence de Sarkozy s'explique par sa volonté de coopérer avec les Etats-Unis. Le gouvernement de Sarkozy juge important la coopération avec les Etats-Unis, allié puissant et important. Contrairement à De Gaulle dans les années 1960, Sarkozy considère nécessaire cette coopération pour la sécurité de l'Europe face à de nouvelles crises. Pour des raisons pragmatiques, Sarkozy s'est donc montré favorable à la coopération transatlantique. Sa décision de rentrer dans les structures militaires de l'OTAN est un pas vers plus de coopération avec les Etats-Unis, ce qui fait de lui un président atlantiste selon la définition dénotative du mot atlantisme.

Selon la définition connotative du mot atlantisme, qui parle d'alignement sur la politique des Etats-Unis, il serait toutefois impossible de persister à dire que Nicolas Sarkozy est un président atlantiste. Certes, il est vrai qu'avec le retour de la France dans l'OTAN Sarkozy

semble prendre un risque d'alignement sur la politique des Etats-Unis. La dominance des Etats-Unis sur les autres Etats-membres au sein de l'OTAN est généralement reconnue. De ce point de vue, de nombreux Français pourraient craindre que les États-Unis aient le pouvoir de convaincre la France de participer à des conflits futurs auxquels le pays aurait antérieurement refusé la participation. Ainsi, beaucoup de Français craignent que Sarkozy remette en cause l'indépendance nationale et qu'il rompe avec le triptyque d'Hubert Védrine « ami, allié, non-aligné », qui a caractérisé la politique extérieure de la France vis-à-vis des Etats-Unis depuis la présidence de De Gaulle. C'est entre autres le cas de Védrine même. Toutefois, après avoir analysé en détail les discours et les actions de Nicolas Sarkozy, il nous faut contredire cette idée admise par bien des Français. Au retour de la France dans les structures militaires de l'OTAN Sarkozy a posé des conditions qui doivent faire en sorte que la France maintienne son indépendance vis-à-vis de l'OTAN et des Etats-Unis. De plus, le motif de Sarkozy de faire rentrer la France dans les structures militaires de l'OTAN est d'affirmer la position de la France sur le plan international. D'abord, la volonté de Sarkozy de vouloir promouvoir le développement d'une Europe de la défense n'est pas différente de celle de De Gaulle. Comme le général, Sarkozy vise à renforcer l'Europe de la défense dans laquelle la France joue le rôle de leader. A l'opposé de De Gaulle, Sarkozy croit mieux atteindre cet objectif au sein de l'OTAN qu'en dehors. Ensuite, le cas de la Libye a montré comment Sarkozy vise à utiliser les structures militaires de l'OTAN pour poursuivre les intérêts français, sans jamais perdre l'autonomie de décision complète sur l'armée française.

Sarkozy ne vise donc pas à s'aligner sur la politique des Etats-Unis. Le pas de Sarkozy doit être compris comme un pas pragmatique dans la poursuite de plus d'influence dans le monde. Toutes les actions de Sarkozy faites jusqu'à ici ont fait preuve d'indépendance vis-à-vis des Etats-Unis et montrent que Sarkozy suit son propre plan. Rien de ce qu'il a dit ou fait ne montre que Sarkozy soit prêt à abandonner l'indépendance française et à s'aligner sur la politique de Washington. Sarkozy voit dans le retour de la France dans l'OTAN la meilleure manière d'augmenter son influence dans le monde international. En même temps, comme tous ces prédécesseurs depuis De Gaulle, il veille à ce que la France ne s'aligne pas sur la politique de Washington et qu'elle garde son indépendance nationale. Même si Sarkozy est un président exceptionnellement pro-américain selon les critères français, le nouveau président poursuit la politique du maintien de l'indépendance nationale de ses prédécesseurs. Ceci ne fait donc pas de lui un président atlantiste selon la définition connotative. Au contraire, selon le critère d'alignement lié à cette définition, la politique de Sarkozy fait preuve du même type

d'anti-atlantisme qui caractérisait la politique de De Gaulle. Comme le général, Sarkozy évite coûte que coûte de s'aligner sur la politique des Etats-Unis. Pour Sarkozy, comme c'était le cas pour De Gaulle, la collaboration au sein de l'OTAN est inférieure à l'affirmation de la France sur la scène internationale. La coopération transatlantique est pour Sarkozy uniquement un moyen et non pas un but.

Seul l'avenir pourra dire si la France s'alignera davantage sur la politique des États-Unis dans les années à venir après ce retour au sein de l'OTAN. La réalité d'aujourd'hui montre pourtant le contraire. Sous Sarkozy, la France ne rompt donc pas avec le gaullisme et ne s'aligne pas sur la politique des Etats-Unis. Le fait que même « le président le plus pro-américain depuis Lafayette » ne rompe pas avec ce trait du gaullisme fait qu'un « président français atlantiste », selon la définition connotative du mot atlantisme, semble être un *contradictio in terminis*. Le fait que Sarkozy a réussi à obtenir le soutien de la majorité du parlement français pour le retour dans l'Alliance atlantique pourrait signifier le début de la fin de ce « mythe » de perte d'indépendance nationale face aux Américains qui est lié au mot atlantisme en France.

Bibliographie

Applebaum, A., « The new alliance – Britain and France take the lead in Libya », *The Spectator: a weekly review of politics, literature, theology and art* (26 mars 2011), p. 12-13.

Auteur inconnu, « Excerpts from interview with Nicolas Sarkozy » *New York Times* (21 septembre 2007),
<http://www.nytimes.com/2007/09/23/world/europe/24excerpts.html?pagewanted=4>, consulté le 20 mai 2011.

Auteur inconnu, « Nicolas Sarkozy », *New Internationalist* 387 (mars 2006),
<http://www.newint.org/columns/worldbeaters/2006/03/01/nicolas-sarkozy/>, consulté le 15 juillet 2011.

Auteur inconnu, « Otan/Budget: Sarkozy répond à Gates », *Le Figaro* (24 juin 2011),
<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2011/06/24/97001-20110624FILWWW00498-otanbudget-sarkozy-repond-a-gates.php>, consulté le 22 août 2011.

Auteur inconnu, « Sondage: l'anti-américanisme progresse », *L'Express* (28 juin 2007),
http://www.lexpress.fr/actualite/monde/sondage-l-anti-americanisme-progresse_465224.html, consulté le 17 juillet 2011.

Auteur inconnu, « Un 'néoconservateur américain à passeport français' », *Libération* (9 janvier 2007),
<http://www.liberation.fr/politiques/010190493-un-neoconservateur-americain-a-passeport-francais>, consulté le 1 juillet 2011.

Barthes, R., *Mythologies*, Seuil (Paris 1957).

Besson, E., « L'inquiétante 'rupture tranquille' de monsieur Sarkozy », *L'hebdo des socialistes* (10 janvier 2007),
<http://hebdo.parti-socialiste.fr/2007/01/10/347/>, consulté le 6 juillet 2011.

Boucheron, J., « Débats de censure, le retour de la France dans l'OTAN », *La Chaine parlementaire* (avril 2008), www.jmboucheron.fr, consulté le 15 avril 2011.

Bozo, F., « France and Nato under Sarkozy : End of the French Exception ? » (mars 2008), *La Fondation pour l'Innovation Politique (FIP)*, www.fondapol.org, consulté le 5 avril 2011.

Bozo, F., *Two Strategies for Europe, De Gaulle, the United States, and the Atlantic Alliance*, Rowman & Littlefield (Lanham 2001).

Bracher, N., « The Cold War Christian humanism of Francois Mauriac », *Christianity and Literature* 52 (2002),
http://findarticles.com/p/articles/mi_hb049/is_3_52/ai_n29026477/, consulté le 21 juillet 2011.

Brillenbug, K. et A. Rigney, *Het leven van teksten, een inleiding tot de literatuurwetenschap*, Amsterdam University Press (Amsterdam 2006).

Bush, G., « President Bush Visits Bucharest, Romania, Discusses NATO, April 2008 », *Council on Foreign Relations* (2 avril 2008), <http://www.cfr.org/nato/president-bush-visits-bucharest-romania-discusses-nato-april-2008/p15928>, consulté le 20 juillet 2011.

Cock, L. de, e.a., *Comment Nicolas Sarkozy écrit l'histoire de France*, Agone (Marseille 2008).

Collectif, *La France et l'OTAN*, La Documentation française (Paris décembre 2010), <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/otan/rerelations-france-otan.shtml>, consulté le 20 mai 2011.

Dely, R., « Je n'étais pas l'homme du schéma de Sarkozy », interview avec Hubert Védrine, *Libération* (19 mai 2007), <http://www.liberation.fr/evenement/0101102672-je-n-etais-pas-l-homme-du-schema-de-sarkozy>, consulté le 7 juillet 2011.

Derrida J., et J. Habermas, « Après la guerre, la renaissance de l'Europe », dans : G. Weißeno (dir.), *Europa verstehen lernen - eine Aufgabe des Politikunterrichts*. Bundeszentrale für politische Bildung (Bonn 2004), p. 87-93, trad. de l'allemand par A. Perlot, <http://www.deuframmat.de/parser/parser.php?file=/deuframmat/francais/1/habermas/start.htm#stem>, consulté le 18 août 2011.

Dobson P. et S. Marsh, *US foreign policy since 1945*, Routledge (Londres 2006).

Gorce, P. de la, « Les cinquante ans de l'Alliance atlantique, l'OTAN, un instrument de l'hégémonie américaine », *Le Monde Diplomatique* (le 23 avril 1999), <http://www.monde-diplomatique.fr/dossiers/otan/>, consulté le 6 juin 2011.

Hoop Scheffer, A. de, « Après 'l'effet Obama'. Réflexions sur la relation Etats-Unis/Europe ou le triomphe du 'pragmatisme mutuel' », *Questions d'Europe* 154 (18 janvier 2010), p. 1-10, http://www.robert-schuman.eu/doc/questions_europe/qe-154-fr.pdf, consulté le 18 août 2011.

Howorth, J., « Prodigal Son or Trojan Horse: what's in it for France? », *European Security* 19 (mars 2010), p. 11-28.

Howorth, J., *Security and defence policy in the European Union*, Palgrave MacMillan (New York 2007), p. 135-177.

Huet, S., « Le retour dans l'OTAN sème le trouble à l'UMP », *Le Figaro* (13 février 2009), <http://www.lefigaro.fr/politique/2009/02/14/01002-20090214ARTFIG00220-le-retour-dans-l-otan-seme-le-trouble-a-l-ump-.php>, consulté le 11 juillet 2011.

Kaspi, A., *Les Américains*, Seuil (Paris 1986), p. 343-671.

Kuisel, R., *Seducing the French, The dilemma of Americanization*, University of California Press (Berkeley 1993).

Larousse, dictionnaire en ligne (mai 2009), www.larousse.fr, consulté le 14 avril 2011.

Le Grand Robert de la langue française, Dictionnaires Le Robert (Paris 2001).

Ministère des affaires étrangères français, *Défense et Sécurité nationale, Le Livre Blanc*, La Documentation Française (Paris juin 2008),
<http://lesrapports.ladocumentationfrancaise.fr/BRP/084000341/0000.pdf>, consulté le 28 juin 2011.

Molenaar, A., « Un allié indépendant, un partenaire libre, Frankrijk herijkt veiligheids- en defensiebeleid met Witboek », *Atlantisch Perspectief* 32 (La Haye 2008),
http://www.atlcom.nl/ap_archive/pdf/AP%202008%20nr.%205/Molenaar.pdf, consulté le 9 juillet 2011.

Noble, T.F.X. e.a., *Western Civilization, Beyond Boundaries, Volume II: Since 1560*, Houghton Mifflin (Boston 2011).

Orfy, M. M., *Nato and the Middle East : the geopolitical context post-9/11*, Routledge (New York 2010).

OTAN, site web officiel: <http://www.nato.int/nato-welcome/site.html>, consulté le 25 juillet 2011.

Perelman, M., « Solutions for Grandeur », *Foreign Policy* (1 juillet 2005),
http://www.foreignpolicy.com/articles/2005/06/30/solutions_for_grandeur, consulté le 11 août 2011.

Pesme, F., « France's 'return' to NATO: implications for its defence policy », *European Security* 19 (mars 2010) p. 45-60.

Rioux, C., « Sarkozy-McCain, même combat ? », *Le Devoir* (12 septembre 2008),
<http://www.er.uqam.ca/nobel/raoul978/b2evolution/medias/Pdf/Le%20Devoir%20sarkozy%20mccain.pdf>, consulté le 10 juin 2011.

Roger, P., *L'ennemi américain, Généalogie de l'anti-américanisme français*, Seuil (Paris 2002).

Sarkozy, N., « discours devant le congrès américain » (7 novembre 2007),
http://www.rpfrance.eu/IMG/pdf/Discours_devant_le_congres_americaains_du_7_novembre.pdf, consulté le 20 mai 2011.

Sarkozy, N., « Vœux au corps diplomatique » (18 janvier 2008),
<http://www.elysee.fr/president/les-actualites/discours/2008/voeux-au-corps-diplomatique.6883.html>, consulté le 25 juin 2011.

Sarkozy, N., « discours lors du sommet de l'OTAN à Bucarest » (3 avril 2008),
<https://pastel.diplomatie.gouv.fr/editorial/actual/ael2/bulletin.asp?liste=20080403.html>, consulté le 21 juillet 2011.

Sarkozy, N., « discours à Paris » (11 mars 2009), http://www.ambafrance-no.org/IMG/pdf/11_1_03_Conclusion_colloque_Defense_Otan.pdf, consulté le 21 juillet 2011.

Servan-Schreiber, J.J., *Le défi américain*, Denoël (Paris 1967).

Stapleton, C., « Télégramme de l'ambassadeur américain à Paris du 4 août 2005 sur l'entretien entre l'ambassadeur américain, le directeur du conseil économique national et ministre de l'intérieur français Nicolas Sarkozy du 1 août 2005 », *Wikileaks* (30 novembre 2011), www.wikileaks.org, consulté le 10 juillet 2011.

Stapleton, C., « Télégramme de l'ambassadeur américain à Paris du 6 septembre 2006, sur les élections qui auraient eu lieu l'année suivante », *Wikileaks* (30 novembre 2011), www.wikileaks.org, consulté le 10 juillet 2011.

Stapleton, C., « Télégramme de l'ambassadeur américain à Paris du 26 octobre 2007, sur la politique de Sarkozy », *Wikileaks* (30 novembre 2011), www.wikileaks.org, consulté le 10 juillet 2011.

Statham, P. et V. Guiraudon, « Different paths of 'Europeanization'? Evidence from the public debates over Europe in Britain and France », conférence *One EU - Many Publics?* à Stirling (5 et 6 février 2004), <http://www.sv.uio.no/arena/english/research/projects/cidel/old/WorkshopStirling/PaperStatham.pdf>, consulté le 30 juillet 2011.

Touchard, J., *Le Gaullisme, 1940-1969*, Seuil (Paris 1978).

Traynor, I., « Libya: Nicolas Sarkozy reignites row over Nato military role », *The Guardian* (25 mars 2011), <http://www.guardian.co.uk/world/2011/mar/25/nicolas-sarkozy-nato-libya-row>, consulté le 11 juin 2011.

Vaïsse, M., « La France et l'OTAN: Une histoire », *Politique étrangère* 74 (2009), p. 861-873.

Vaïsse, M., *La puissance ou l'influence ? La France dans le monde depuis 1958*, Fayard (Paris 2009).

Vanke, J.W., « An Impossible Union, Dutch Objections to the Fouchet Plan, 1959-62 », *Cold War History* 2 (2001), 95-112.

Védrine, H., « Rapport pour le Président de la République sur la France et la mondialisation » (4 septembre 2007), http://www.cnisf.org/biblioth_cnisf/librairie/RapportVedrine.pdf, consulté le 12 juin 2011.

Wassenberg, B., e.a., *L'OTAN et l'Europe : Quels liens pour la sécurité et la défense européenne ?*, Peter Lang (Bruxelles 2010).

Wesseling, H.L., *Indië verloren, rampspoed geboren en andere opstellen over de geschiedenis van de Europese expansie*, Bakker (Amsterdam 1988).

Wirth, L., *L'exception française, 19e-20e siècles*, Colin (Paris 2000).

Table des matières

<i>Introduction</i>	2
<i>Chapitre 1: Les atlantismes en France</i>	5
1.1 L'OTAN et la France	5
1.2 Sujet lié à l'indépendance nationale et à l'anti-américanisme	7
1.3 Différents niveaux d'atlantisme : Outils techniques	15
Conclusion du chapitre	17
<i>Chapitre 2 : Les relations transatlantiques sous Sarkozy</i>	18
2.1 « une nouvelle ère de bienvenue dans les relations franco-américaines »	18
2.2 Le retour de la France dans les structures militaires de l'OTAN	24
Conclusion du chapitre	27
<i>Chapitre 3 : Sarkozy et l'atlantisme aligné ?</i>	28
3.1 La peur de soumission aux Etats-Unis	28
3.2 Le pragmatisme sarkozien	31
Conclusion du chapitre	37
<i>Conclusion</i>	38
<i>Bibliographie</i>	41
<i>Table des matières</i>	46